



TRANSITION TERRITOIRES

Parce que chacun œuvre à la transition écologique ;

Parce que des organisations, des citoyens, et des territoires expérimentent la transition écologique ;

Parce que des résultats sont visibles sur le terrain ;

Parce que collectivement et concrètement on pourrait encore aller plus loin...

Voici un guide de l'engagement citoyen édité par le Graine Occitanie. Issu d'un projet européen piloté depuis janvier 2017 avec 7 associations d'éducation à l'environnement vers un développement durable. Il a pour objectif de nous outiller pour comprendre et agir ensemble encore mieux demain en Occitanie.

Les partenaires du projet «Initiatives Transitions et Territoires »



CONTEXTE DU PROJET

Le projet « **Connaître et s'engager dans les initiatives de transition de mon territoire** » soutenu par l'Europe - FEDER -, la DREAL et l'ADEME Occitanie, piloté par le Graine Midi-Pyrénées en partenariat avec 7 associations d'EEDD, des chercheurs du Laboratoire d'Etudes et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales - LERASS - de l'Université Paul Sabatier Toulouse III, des acteurs spécialistes du design des politiques publiques, poursuit les objectifs suivant :

- Donner à voir ce qui existe dans les territoires en faveur de la transition : acteurs, ressources, outils, compétences et lieux au service de la transition écologique
- Construire une boîte à outils de la participation citoyenne et de l'intelligence collective pour mieux coopérer et agir ensemble dans les territoires
- Réaliser un guide pour faciliter l'engagement citoyen en faveur de la transition écologique dans les territoires.

Ce projet - débuté en janvier 2017 - a permis de tester de nouvelles formes de rencontres dans les territoires mêlant acteurs associatifs, économiques, collectifs et initiatives citoyennes locales. Il a déployé une enquête auprès de 1700 habitants du territoire afin de mesurer les attitudes et les comportements des citoyens sur 4 enjeux de la transition (énergie, consommation, mobilité, et déchets) et verra la mise en ligne d'un site internet collaboratif et d'un guide de l'engagement citoyen.

L'ensemble de ce projet propose un continuum d'actions, de ressources, et d'outils pour accompagner la transition écologique dans les territoires :

- Une plateforme collaborative « ACCION » : Agir Concrètement et Collectivement pour la transitION
- Des fiches méthodes pour organiser des journées exploratoires
- Des vidéos des journées exploratoires
- Des carnets d'interviews exploratoires
- Des portraits d'acteurs
- Des exemples de territoires engagés
- Le guide de l'engagement citoyen comprenant les résultats de l'enquête « Transition, territoire et moi »
- Le baromètre de l'engagement citoyen utilisable par les territoires
- Des outils de la participation citoyenne

Et une ambition de poursuivre cette volonté de construire un agir concret et collectif en faveur de la transition écologique dans les territoires avec l'ensemble des parties prenantes.

Les politiques publiques offrent aujourd'hui un cadre d'intervention pour sensibiliser, mobiliser et se concerter entre acteurs en faveur de la transition énergétique, écologique et sociale.

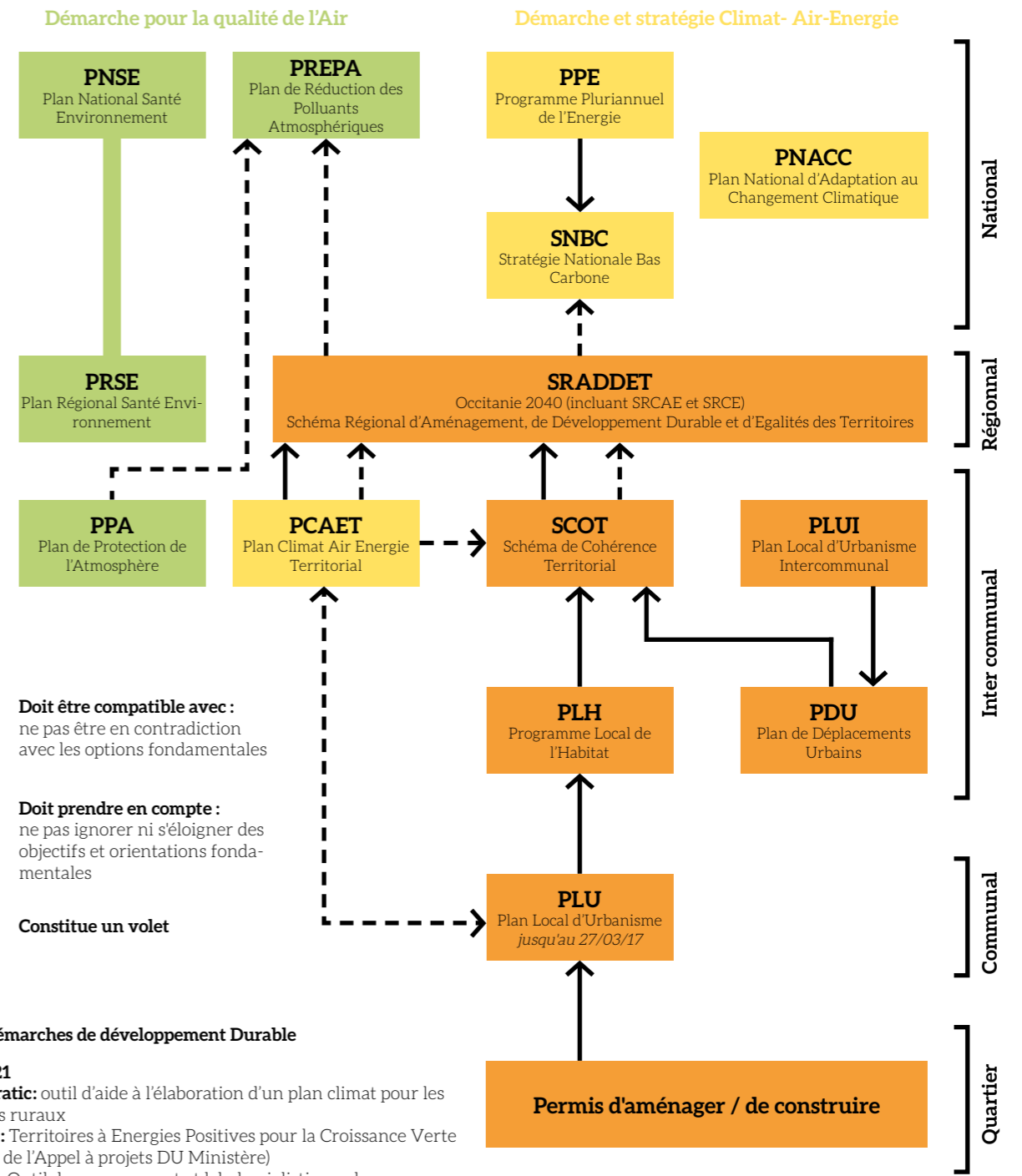
Ces cadres d'interventions : Plan Climat Air Energie Territorial, démarche territoriale de Développement Durable, Territoires à énergies positives pour la croissance verte, programme et plan de prévention des déchets, Zéro gaspillage -Zéro déchets... nécessitent une appropriation de la démarche par le plus grand nombre et une implication de tous durant la phase de mise en œuvre.

Par ailleurs, un nombre croissant de citoyens sont engagés dans des démarches de transition dans les territoires. Ces collectifs déjà sensibilisés mettent en pratique et proposent des solutions pour agir concrètement en faveur de la consommation locale (alimentation, énergie, déplacement...). Pour préserver la nature et la biodiversité, pour bien vivre ensemble dans les territoires, adapter l'habitat et le cadre de vie au contexte et aux réalités locales.

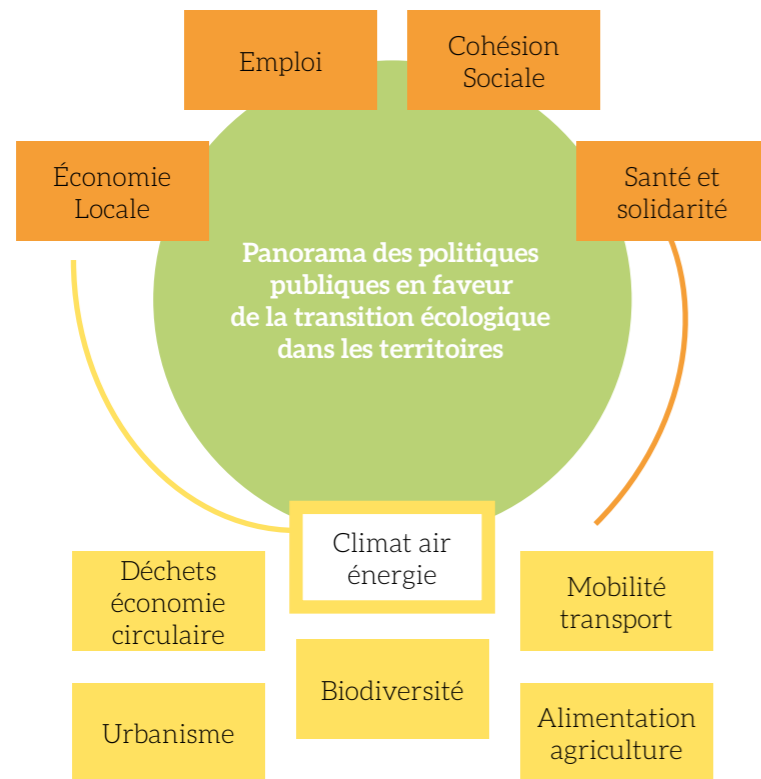
De nombreuses associations d'EEDD accompagnent les territoires et les citoyens en faveur de la transition écologique, et ce depuis très longtemps par leurs présences sur le terrain

LE PAYSAGE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Air - Climat - Énergie



Les politiques publiques en faveur de la transition écologique dans les territoires permettent d'agir, d'interagir et de co-construire avec les collectivités :



Elles ont un rôle crucial à jouer :

- Une responsabilité directe de 15% des émissions de gaz à effet de serre nationales
- Un pouvoir indirect estimé à plus de 50% des émissions de gaz à effet de serre nationales
- Un rôle de chef d'orchestre de la dynamique locale,
- Un devoir d'exemplarité en tant que donneur d'ordre public
- Une obligation d'adapter les territoires aux impacts des changements climatiques

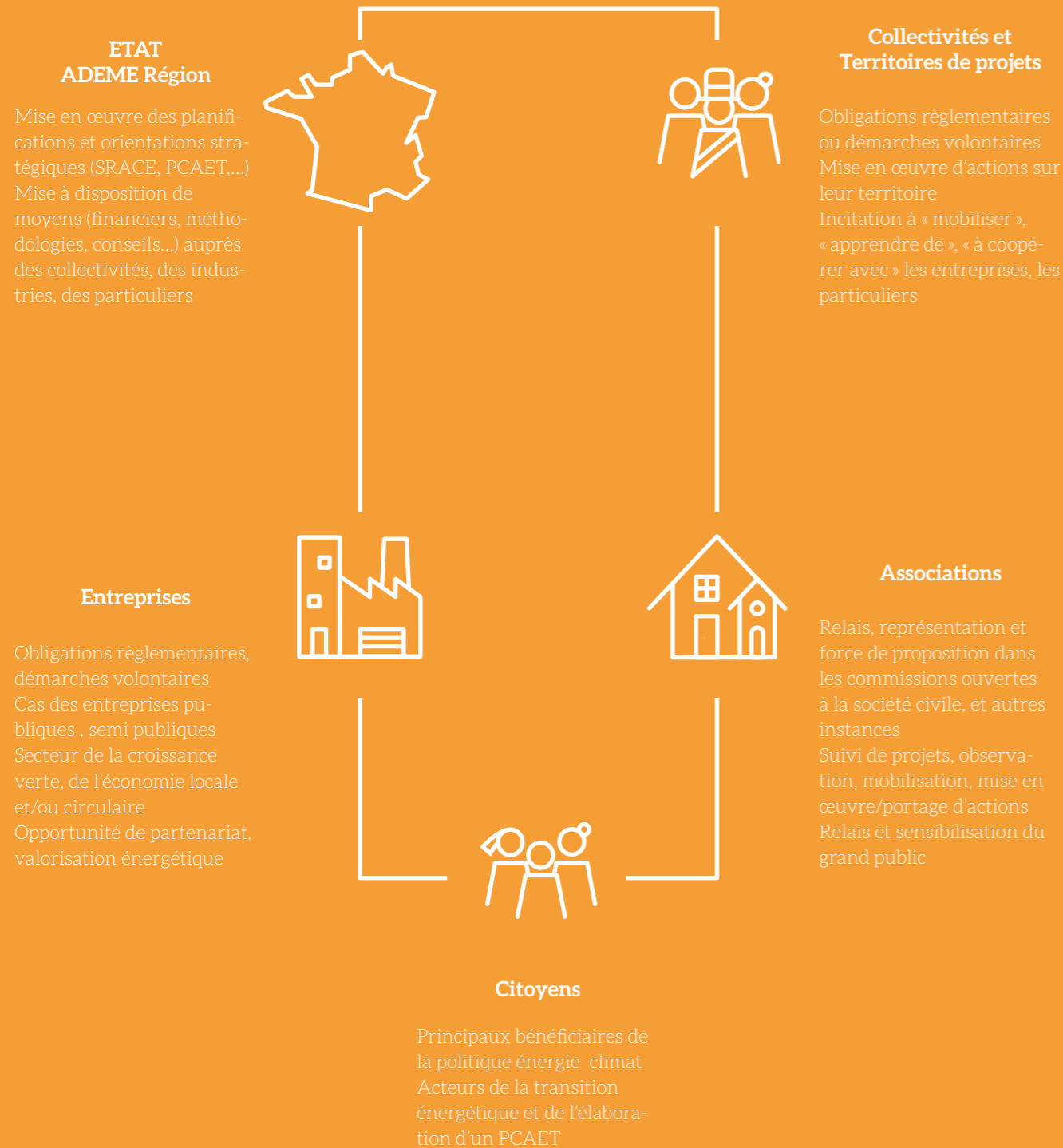
Avec la loi MAPTAM - Loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 1er janvier 2014 consolidé au 27 février 2018, les Régions sont chef de file de la transition énergétique.

La loi relative à la Transition Énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 crée les PCAET (volet Air) obligatoire avant 2019 pour tous les EPCI supérieur à 20 000 habitants. (EPCI : établissement public de coopération intercommunale). Le Plan Climat peut-être le volet énergie-climat de l'Agenda 21.

Source: ADEME - CLIMAT 30

Source: Guide Comprendre, construire et mettre en œuvre un PCAET
Édité par l'Ademe et le Ministère de l'Écologie, de l'Environnement et de la Mer / Nov. 2016

Le rôle de l'ensemble des acteurs locaux dans un Plan Climat Air Energie Territorial



Source: Formation CLIMAT 30 de l'ADEME- Novembre 2017

L'ENQUÊTE "TERRITOIRES, TRANSITIONS & MOI"

Pour réaliser ce guide de l'engagement citoyen, nous avons décidé de mener une enquête « transition, territoire et Moi » auprès des adhérents des associations, des citoyens engagés et des habitants, en distinguant les territoires où des politiques publiques sont mises en œuvre (TEPCV, Plan Climat Air Energie Territorial) de ceux qui ne sont pas actuellement concernés. L'enquête a pour ambition initiale de permettre de mesurer l'effet des politiques publiques, des

associations et initiatives citoyennes sur les attitudes et les comportements en faveur de la transition écologique. A ce stade des résultats consolidés, nous ne pouvons pas mesurer l'effet d'une politique publique sur l'engagement des citoyens. Mais cette enquête pourra être reconduite ultérieurement, les résultats ci-après servant de données initiales pour un baromètre de la transition.



INVITATION A PARTICIPER
A LA RECHERCHE

ENQUÊTE TERRITOIRES, TRANSITIONS & MOI



Le GRAINE Midi Pyrénées (réseau d'éducation à l'environnement) cherche à mieux comprendre nos comportements vis-à-vis des initiatives de transition écologique. Pour cela, nous avons besoin de votre avis et nous vous invitons à participer à cette enquête en ligne. Le questionnaire est issu du travail des éducateurs et animateurs du réseau GRAINE Midi-Pyrénées et de chercheurs du Laboratoire d'Etudes et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales - LERASS - de l'Université Paul Sabatier Toulouse III. Toutes vos réponses seront traitées de façon anonyme et nous permettront de dresser une carte régionale identifiant les freins et les leviers territoriaux aux engagements individuels et collectifs dans une transition écologique.

De février à mai 2017, le questionnaire a été élaboré au cours de plusieurs réunions, suivies de tests et de révisions entre acteurs de terrains issus des associations d'EEDD et chercheurs. Ce questionnaire a couru sur une période de 6 mois et a permis d'interroger ou de recueillir en ligne plus de 1 700 réponses.

Les diverses enquêtes réalisées auprès du grand public (voir, par exemple, la lettre stratégie de l'ADEME, n°25, mars 2017) montrent une évolution positive dans la prise de conscience des problèmes environnementaux.

Pour activer l'engagement des personnes dans des actions concrètes en faveur de l'environnement, donc pour être plus efficaces dans nos actions, il nous faut mieux comprendre les variables à l'œuvre dans le processus décisionnel, et partager ces connaissances avec les parties engagées dans la transition écologique.

Un co-construction des indicateurs de l'enquête entre éducateurs à l'environnement et chercheurs.

De nouveaux apprentissages : théorie du comportement planifié, les variables dans un processus décisionnel de changement.

Mener l'enquête : en face à face, dans l'espace public, en ligne.

Résultats escomptés :

- Mesurer l'état des attitudes et des comportements des citoyens dont quatre enjeux de la transition : déchets, mobilité, énergie et achat responsable.
- Mesurer l'écart entre les citoyens déjà engagés vs. éloignés.

Il se pourrait que le problème ne soit pas du côté de ce que nous savons, mais de notre capacité à croire ce que nous savons.

Catherine Larrère, 2013

Professeure de philosophie de l'écologie politique

DE LA THÉORIE A L'ACTION

Constat et contexte d'émergence

Objectifs des chercheurs dans le projet

Théorique

Enrichir les savoirs existants expliquant le passage de l'intention à l'action écologique.

Pratique

Mieux évaluer et communiquer les politiques publiques environnementales ciblant les actions écologiques du quotidien

Objectifs détaillés de la recherche-action

1- Co-construire une enquête de recherche avec les acteurs de l'éducation à l'environnement.

2- Identifier les facteurs qui déterminent des actions en faveur de l'environnement et plus spécifiquement 4 écogestes



Environnement



Tri



Énergie



Achats



Mobilité

3- Proposer des outils d'évaluation et de communication permettant de passer à l'acte !

Malgré une nette progression de la conscience environnementale sur le territoire, **les membres du GRAINE s'interrogent sur le passage de l'intention à l'action individuelle et collective pour une transition énergétique et écologique.** Dans le contexte actuel de crise environnementale, nos actions, visant le changement de comportement, gagneront en efficacité si nous sommes en capacité de proposer un accompagnement adapté. Le projet de recherche-action s'attache à comprendre ce processus du changement comportemental et tente d'apporter des éléments de réponse aux questions que nous nous posons ensemble sur **les difficultés d'induire un changement de comportement des individus.**

La question de l'action et de son intentionnalité est une source d'interrogation fructueuse pour la recherche toutes disciplines confondues depuis l'antiquité. Une interrogation complexe puisque le comportement est déterminé par une panoplie de facteurs liant économie, culture, nature, poli-

tique et caractéristiques individuelles. La psychologie sociale et les sciences de l'information apportent également leur part de réponses en se focalisant sur les interactions humaines avec leurs environnements (social, construit et naturel). Ces interactions se font par le biais d'informations, de communications, d'interprétations, et de représentations débouchant sur des attitudes favorables ou défavorables et des intentions à agir ou encore à justifier nos inactions.

L'objectif principal de notre intervention est **d'évaluer l'impact des politiques publiques environnementales sur nos territoires et de comprendre les ressorts psychosociologiques de la mobilisation écocitoyenne.** Plus précisément, il s'agit de mettre en lumière les facettes psychosociales engendrant cet engagement citoyen vis-à-vis de quatre écogestes classiques (le tri, la consommation d'énergie, la mobilité et l'achat responsable). Le but de ce travail étant d'avoir une photographie territoriale des niveaux d'engagement

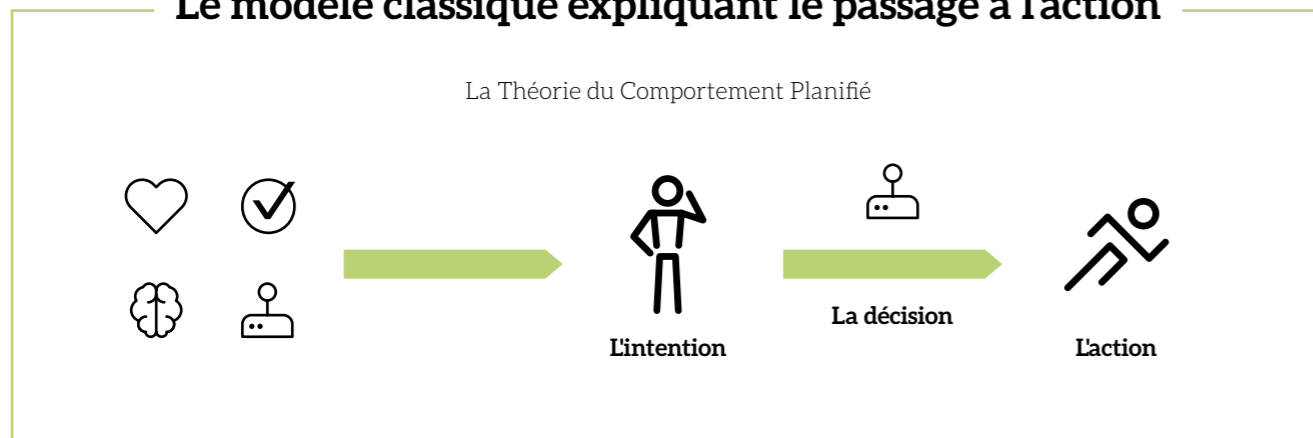
écologique et, suite à la pondération de ces résultats, de produire un outil d'évaluation du type baromètre « l'Engage'Omètre » qui permettrait de mesurer rapidement et efficacement l'écologisation de nos concitoyens.

L'intérêt est double : théorique et pratique. Théorique puisque nous proposons un modèle enrichi qui permettrait de mieux cerner les facteurs qui nous mobilisent sur des comportements précis. Pratique puisque ces connaissances pourront être utiles à l'amélioration de la façon dont nous évaluons et communiquons ce nouveau projet de la transition écologique et énergétique.

Les concepts clefs



Le modèle classique expliquant le passage à l'action


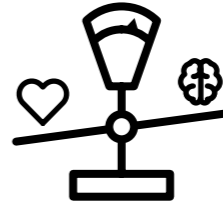



L'intention n'explique que 1/3 du passage à l'action. Aussi, faisons-nous appel à des théories complémentaires afin d'enrichir le modèle existant :

Les approches complémentaires



DÉMARCHE Recherche-Action

		
La recherche-action	Analyse Statistique	Lexicométrie
Permet la mise en pratique et la confrontation de la théorie avec la réalité du terrain, avec et pour les acteurs de ce terrain.	La pesée Permet d'évaluer le poids relatif de chaque variable explicative déterminant l'intention d'agir et l'action pour chaque écogeste.	L'archéologie des imaginaires Permet une fouille statistique des mots et des phrases recueillis dans les questionnaires et de les mettre en lien avec des niveaux d'engagement différents.

En répondant à une question émergente des associations et des collectivités, l'engagement écocitoyen, la recherche-action participative nous a permis de co-construire les outils de recherche en s'appuyant sur les compétences de chaque partie prenante ; ceci en faisant avec et pour le terrain. La méthodologie de la recherche-action permet également d'être au plus près de l'agir du terrain, par la mise en pratique des théories et des concepts quelquefois hors sol, mal adaptés ou mal compris.

La recherche-action renouvelle ainsi les principes de la recherche en proposant une relation dialogique entre acteurs partenaires (détenteurs de savoirs expérimentiels) et chercheurs (détenteurs de savoirs académiques) par une démarche d'expérimentation co-construite et un processus réflexif sur nos pratiques respectives. Cette méthode d'apprentissage commun est en soi un moyen de distanciation et d'objectivisation de nos propres cultures d'action respectives - nos habitudes. Elle est donc un moyen privilégié pour transformer nos modes de penser et d'agir, qu'il s'agisse des chercheurs ou des acteurs. La Recherche-Action nous impose de changer l'acte de penser et de co-produire le savoir par et pour l'action.

Cette réflexion conjointe nous a amenés à développer des outils de mesure innovants afin d'analyser les différentes variables prédominantes de l'engagement/du changement en lien avec les imaginaires (les représentations sociales) écologiques des individus. En effet ces imaginaires et significations de l'écologie sont trop rarement pris en compte

dans les modèles explicatifs du comportement écocitoyen alors qu'ils sont véhiculés par les discours, les communications, et les sensibilisations sur le sujet. Il s'avère donc important de les opérationnaliser, puisqu'ils sont présents à travers toute forme de communication et ont une influence importante sur les actions que les individus projettent de réaliser ou non. L'analyse de ces représentations permettra de comprendre le sens que donne les acteurs à l'écologie et aux écogestes et plus précisément le rôle qu'elles jouent dans les niveaux d'engagements écocitoyen.

Concrètement, nous avons réalisé ce travail en 4 étapes :

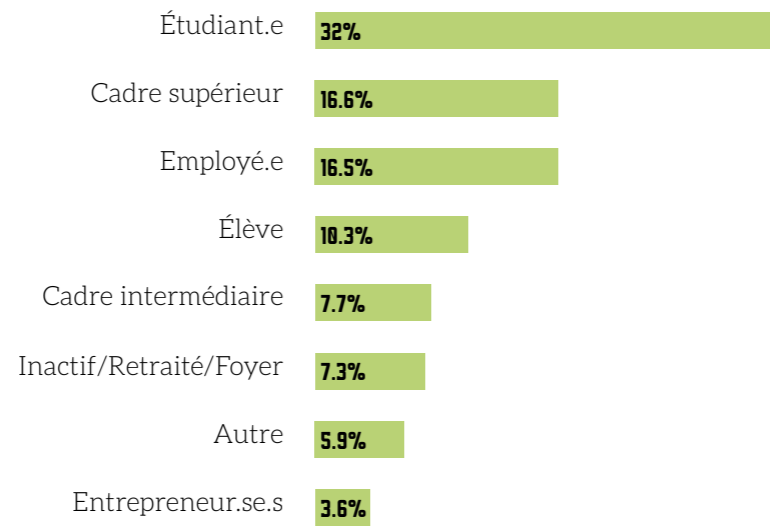
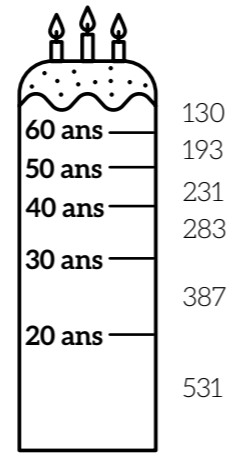
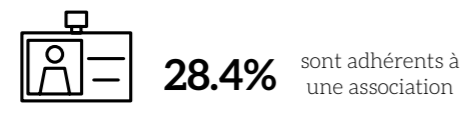
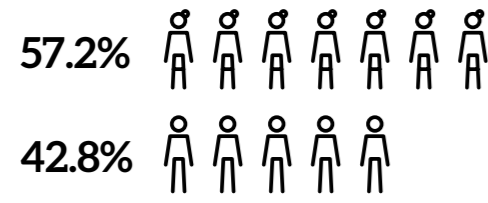
- 1. Formation multilatérale** sur les théories existantes du comportement pro-environnemental afin de sélectionner une théorie malléable et adaptée à la problématique du terrain (cf. la théorie du comportement planifié) ;
- 2. Co-construction d'un questionnaire** avec les items issus de cette théorie (+ approches complémentaires) avec des choix par consensus en vue de la praticabilité de son administration et de sa réception sur le terrain ;
- 3. Administration du questionnaire** par les parties-prenantes en face à face et par courriel afin de couvrir un large spectre de (éco-)citoyens du territoire ;
- 4. Analyses et traduction des résultats** à des fins d'appropriation, de préconisations et de diffusion concertée (ex. ce Guide).

PRÉSENTATION DE L'ÉCHANTILLON

Qui a participé ?

Une photographie panoramique

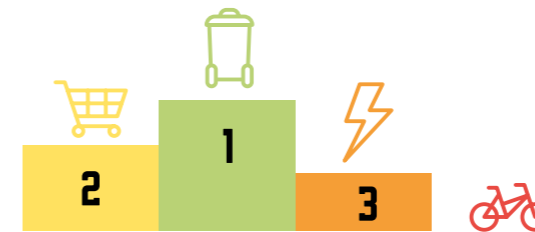
1755 participant(e)s à notre enquête.



DE L'INTENTION À L'ACTION

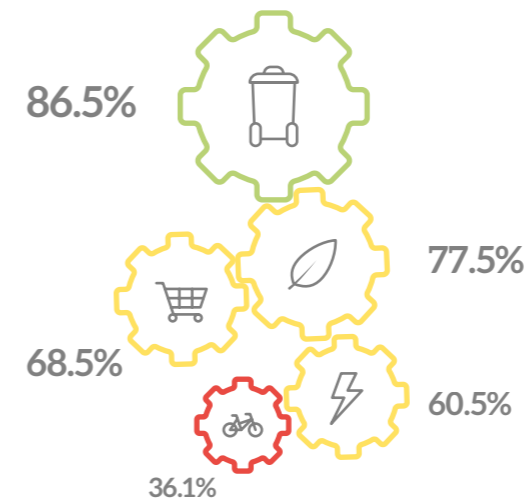
Présentation des résultats significatifs

CLASSEMENT DES ÉCOGESTES LES PLUS ADOPTÉS



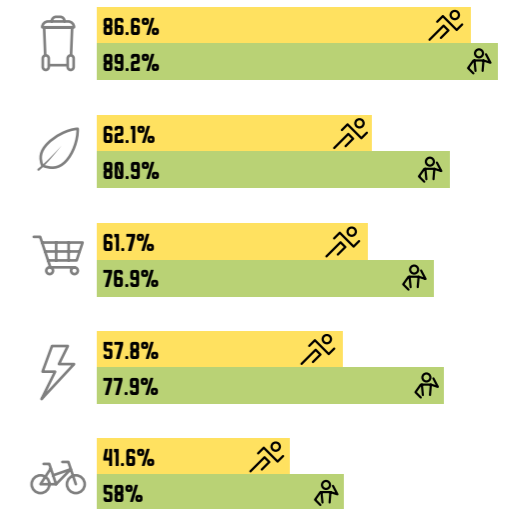
En Occitanie, le tri est en tête des engagements écologiques, comme au niveau national

CONTRÔLE PERÇU



La mobilité douce est perçue de loin comme l'écogeste le plus difficile à effectuer, suivi de l'énergie.

ÉCART ENTRE L'ACTION PASSÉE ET L'INTENTION D'AGIR

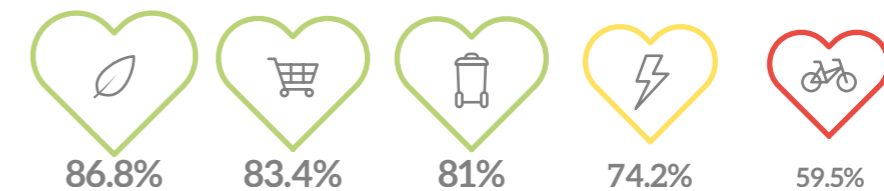


ATTITUDE COGNITIVE



Tous les écogestes ont une forte utilité perçue

ATTITUDE AFFECTIVE



La mobilité et l'énergie sont perçues comme des actions plus contraignantes

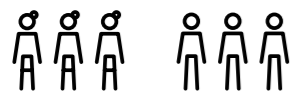
TYOLOGIE D'ÉCOCITOYENS

Identification de 4 classes d'écocitoyens

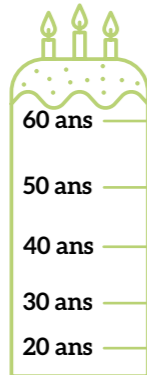
LES ENGAGÉS - LES RÉFRACTAIRES - LES ENGAGÉS SAUF MOBILITÉ - LES TRIEURS

29.5% LES ENGAGÉS

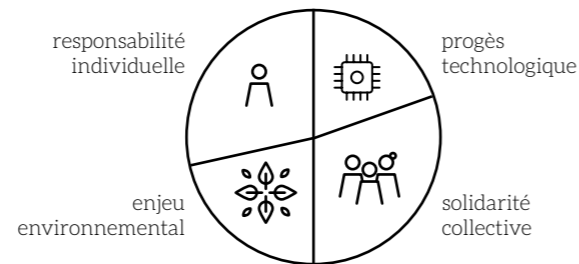
AGISSENT SUR TOUS LES FRONTS



Distance psychologique vis-à-vis des « actions en faveur de l'environnement »



Signification de la transition



38.2% des adhérents à une association environnementale



Crédibilité perçue des associations environnementales



Confiance perçue des institutions de la transition

Sens donné à l'action : Générations futurs

16% LES RÉFRACTAIRES

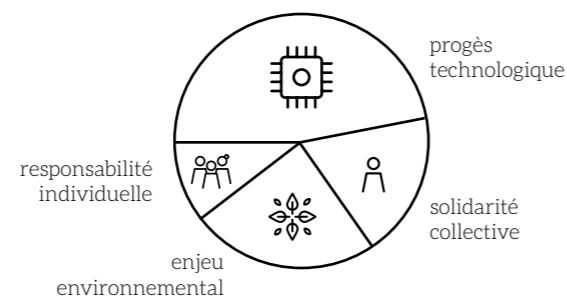
AGISSENT PEU OU PAS



Distance psychologique vis-à-vis des « actions en faveur de l'environnement »



Signification de la transition



3.9% des adhérents à une association environnementale



Crédibilité perçue des associations environnementales



Confiance perçue des institutions de la transition

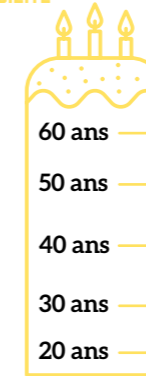
Sens donné à l'action : Gestes contraignants, Phénomène de mode

21.2% LES ENGAGÉS SAUF MOBILITÉ

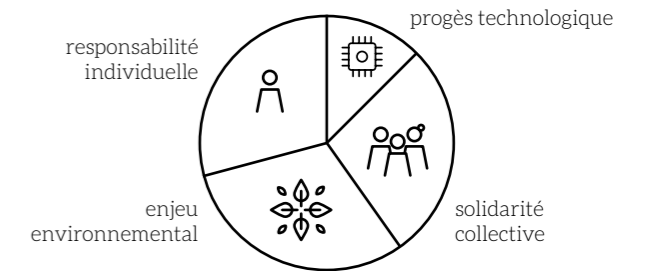
AGISSENT PARTOUT SAUF SUR LA MOBILITÉ



Distance psychologique vis-à-vis des « actions en faveur de l'environnement »



Signification de la transition



33.8% des adhérents à une association environnementale



Crédibilité perçue des associations environnementales



Confiance perçue des institutions de la transition

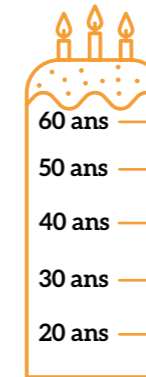
Sens donné à l'action : Positif pour ma santé

33.3% TRIEURS

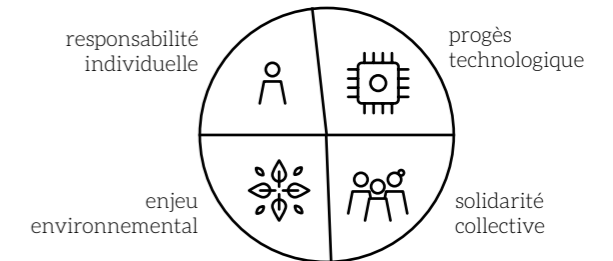
TRIENT SEULEMENT



Distance psychologique vis-à-vis des « actions en faveur de l'environnement »



Signification de la transition



24.1% des adhérents à une association environnementale



Crédibilité perçue des associations environnementales



Confiance perçue des institutions de la transition

Sens donné à l'action : Dépenser + d'argent

Nous observons que « Les Engagés » donnent un sens plus abstrait faisant référence à des valeurs universalistes (responsabilité individuelle et collective sur le long terme) alors que « Les Réfractaires » minorent les enjeux (phénomène de mode) et se justifient derrière la contrainte (dépenser plus d'argent et faire des gestes contraignants).

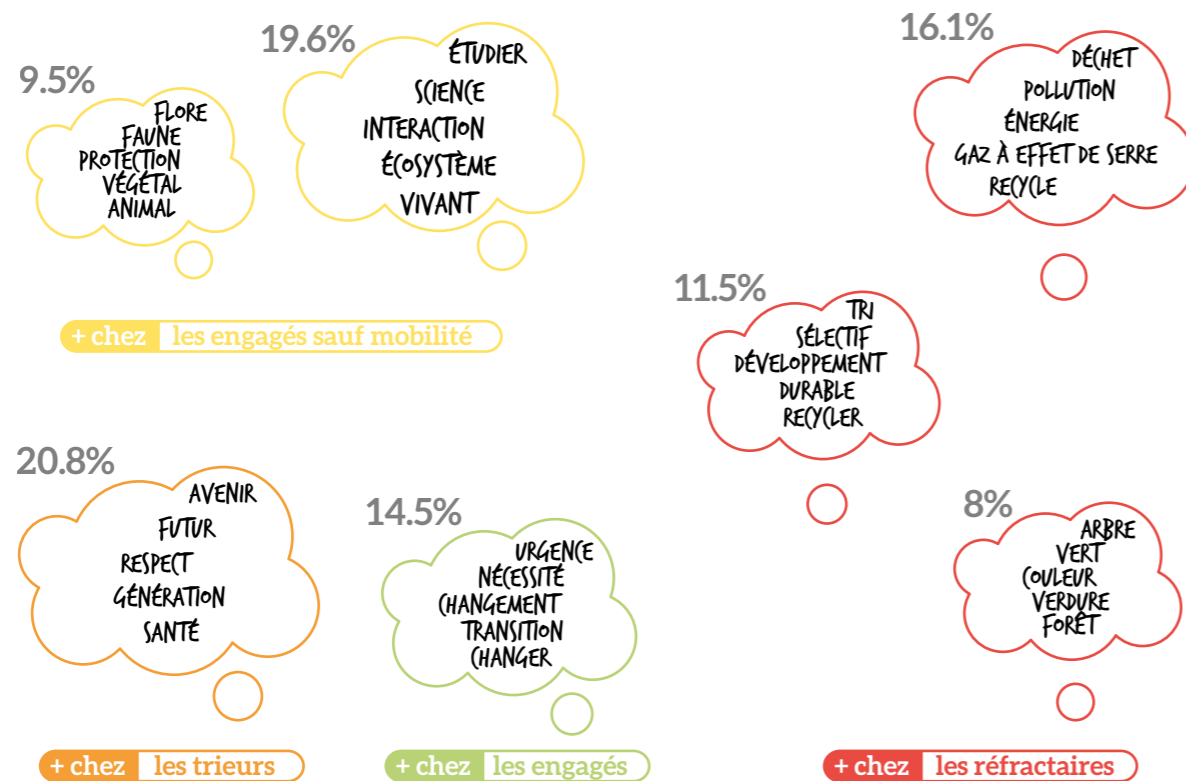
La signification « des progrès technologiques » est surreprésentée chez les « Les Réfractaires » et « la solidarité collective » y est sous-représentée. En effet, des études montrent qu'un discours sur les progrès technologiques inhibent l'action (stratégie de neutralisation) en faveur de l'environnement alors que le « collectif » serait plus porteur.

Nous remarquons très nettement que ce sont les jeunes hommes qui sont les moins engagés dans les actions en faveur de l'environnement et dans les 4 écocitoyens analysés. Cette observation a déjà été faite dans d'autres sondages nationaux ainsi que par les acteurs de l'EEDD. Il s'agira de construire des dispositifs de sensibilisation et d'action

engageante qui ciblent cette tranche d'âge par et avec leurs leader d'opinion de proximité (ainés et pairs) et les valeurs qui leurs sont propres (l'hédonisme). C'est ce que nous nous apprêtons à réaliser par l'intervention des étudiants de l'IUT de Tarbes auprès des lycéens tarbais.

CLASSIFICATION LEXICALE EXPLORATOIRE

Typologies d'engagement par classe sémantique

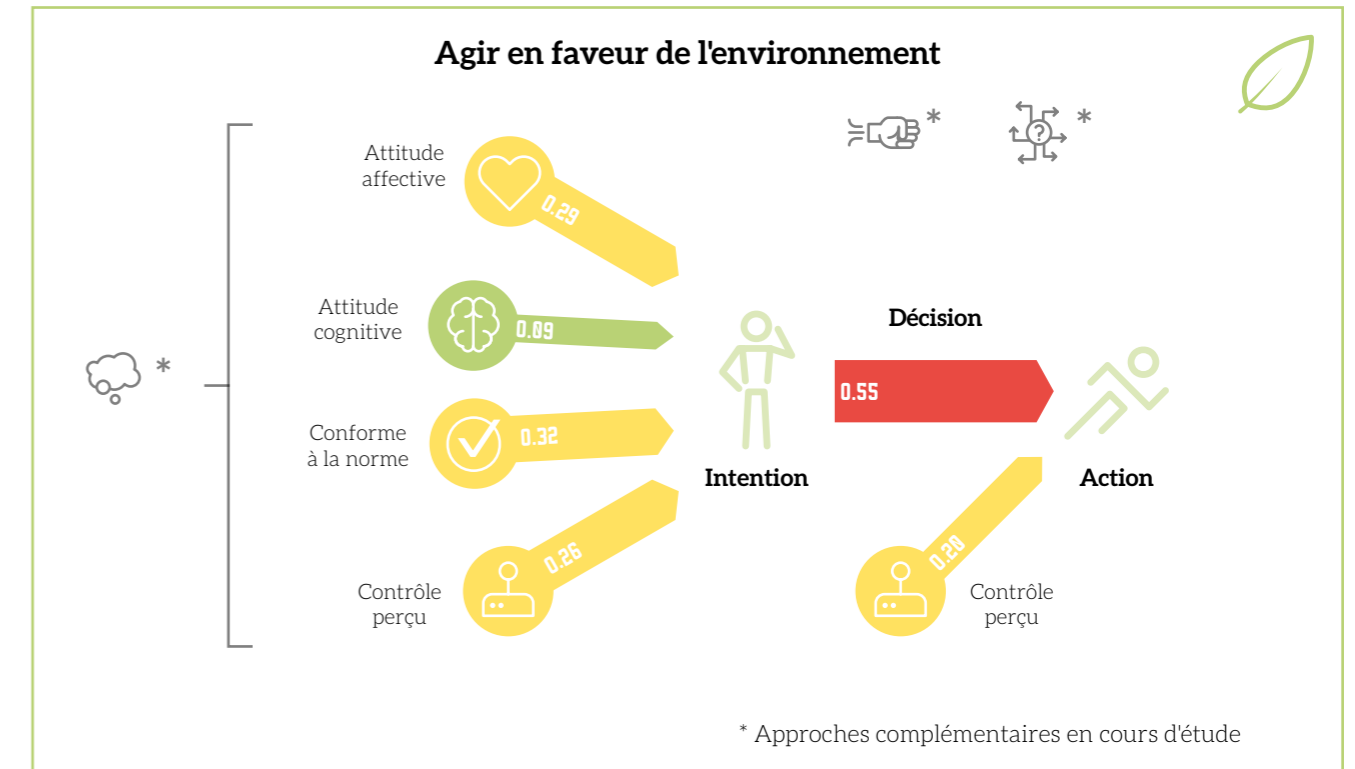


Grâce aux analyses lexicales, nous observons que «Les Engagés» vs. «Les Réfractaires» n'ont pas les mêmes imaginaires et ne se représentent pas «l'écologie» de la même façon. Nous remarquons que même au sein des deux groupes il existe des variations importantes. Il s'agit donc de différencier les communications et les sensibilisations selon les champs lexicaux identifiés ci-dessus afin de s'adres-

ser aux publics ciblés avec le «bon langage». Globalement, nous observons que «Les Réfractaires» peuplent majoritairement les classes rouge et que «Les Engagés» sont seulement présents dans la classe verte avec un registre sémantique faisant référence à la nécessité du changement.

VALIDATION DU MODÈLE

Le poids des variables dans nos comportements pro-environnementaux



Explication du modèle**

Les poids de chaque variable sont représentés par leur contribution à l'intention d'agir et ensuite à l'action. Ici nous pouvons observer que ce que les autres font nous importe et nous guide dans nos propres choix d'action (normes), ainsi que l'affect que nous lui attribuons et la facilité à réaliser cette action. En effet les résultats montrent que l'attitude affective contribue nettement plus que l'attitude cognitive à l'intention d'agir. Il conviendrait de passer de l'écologie utilitariste à l'écologie émotionnelle.

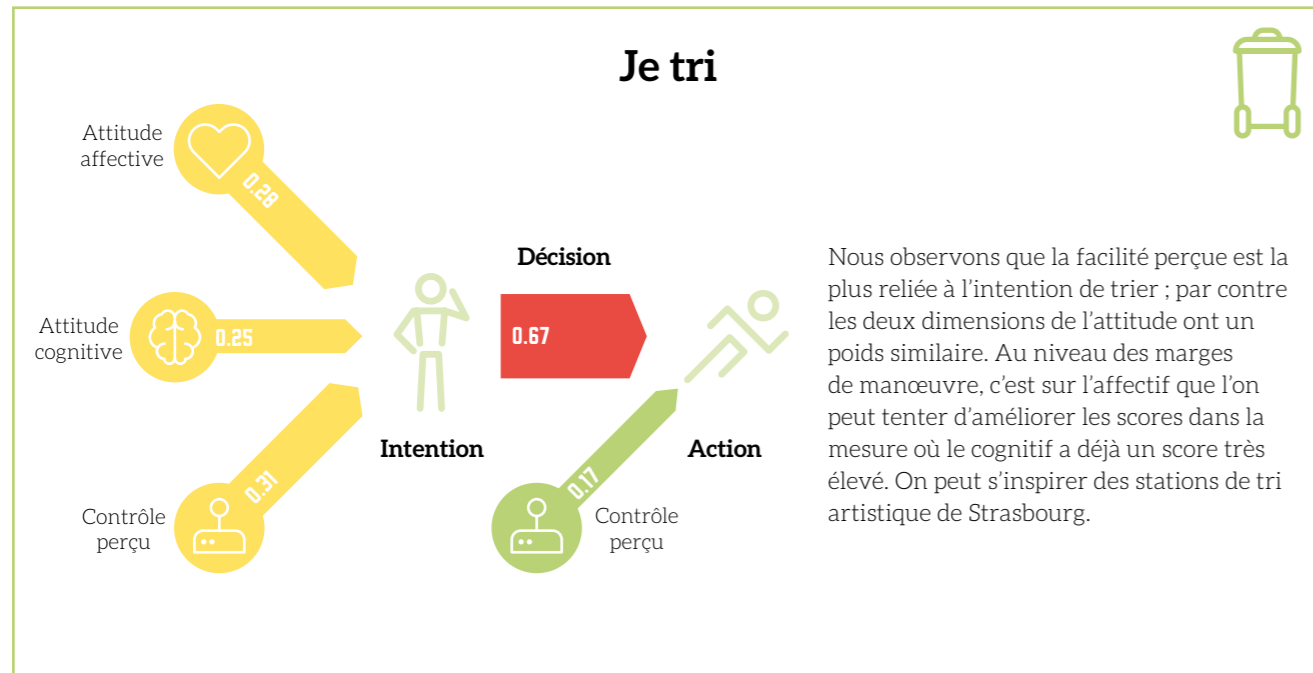
L'étude que nous menons cherche également à identifier la place et le rôle des représentations sociales et du niveau d'identification (le sens) de l'action dans le modèle puisque nous savons qu'ils guident l'action et structurent la nature de l'engagement dans celle-ci. Ces connaissances nous permettent de mieux saisir le contexte psychosocial dans lequel l'action est adoptée ou non. Cela nous permettra de mieux cibler la communication ou la sensibilisation, savoir quoi dire à qui, pour encourager l'adoption

d'écogestes ou encore de maintenir l'action dans la durée. Au sein du rapport scientifique nous questionnons aussi la place de la distance psychologique dans le modèle de la TCP (*Théorie du Comportement Planifié*). Cette interrogation est importante car la mesure de la distance psychologique est plus adaptée pour certains comportements ou objets (égalité homme-femme par exemple), plus ludique et plus facile d'accès (voir l'exemple du baromètre, page 21).

** On a choisi de se baser sur le modèle initial de la TCP. Toutefois le modèle est également testé, dans le rapport scientifique, en contrôlant le pouvoir prédictif des variables explicatives de la formation de l'intention en regard avec le comportement passé.

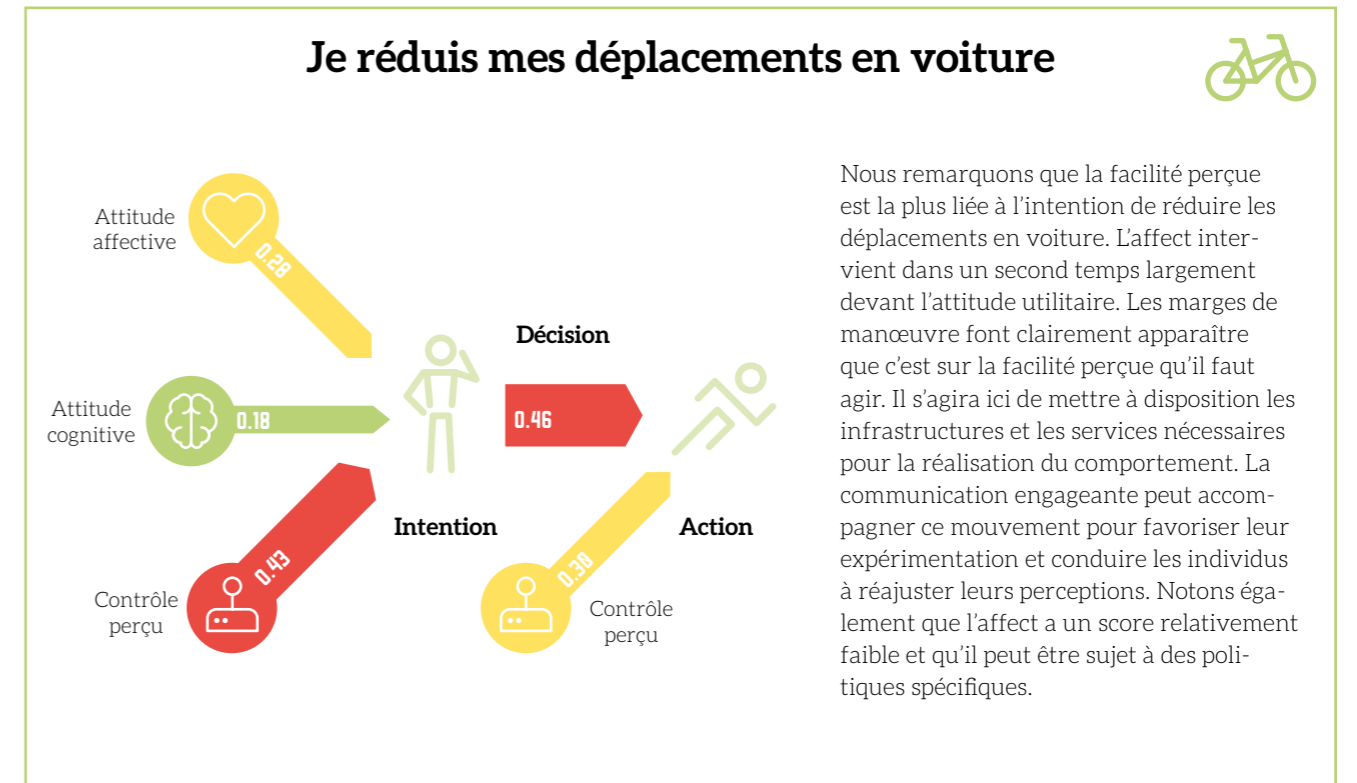
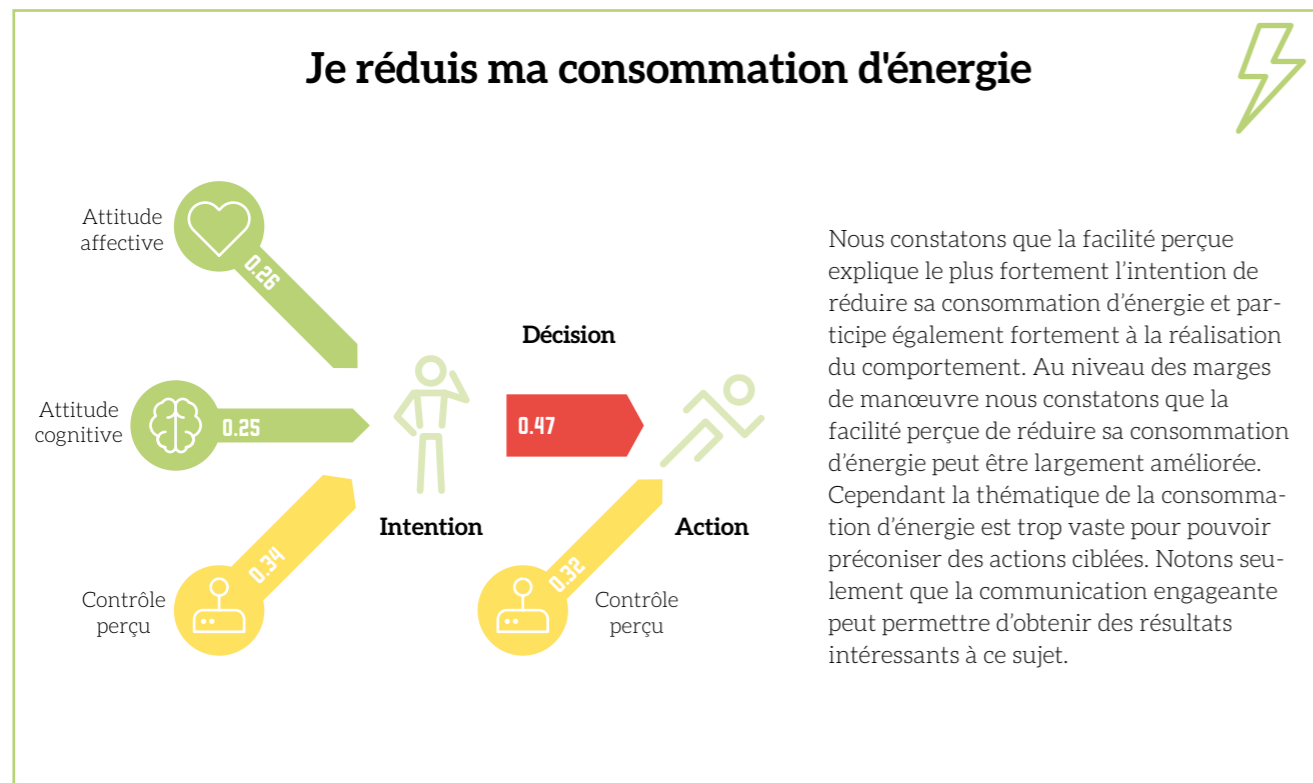
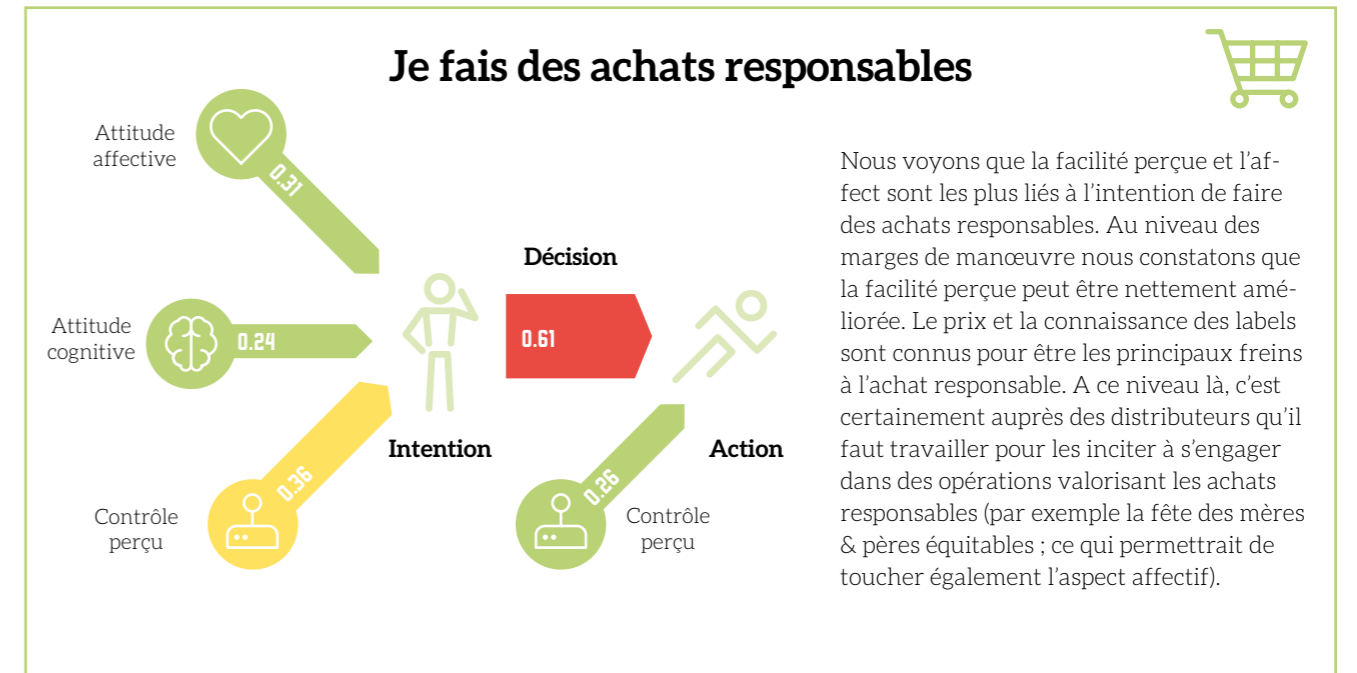
POIDS DES VARIABLES

Dans l'explication des écogestes et leur marge de manoeuvre



POIDS DES VARIABLES

Dans l'explication des écogestes et leur marge de manoeuvre



FICHE OUTIL ENGAGE'OMÈTRE

Prototype* - Mobilité

Ce baromètre est destiné à évaluer nos politiques en termes de mobilité. Il nous servira à mieux concevoir nos actions dans ce domaine. Merci de répondre le plus sincèrement possible.

Vous êtes : Une Femme Un homme Vous avez _____ ans

Mon code postal est : Vous possédez : Un vélo Une voiture

Quels sont les 3 premiers mots qui vous viennent à l'esprit lorsque je vous parle de "réduction des déplacements en voiture"

1. 2. 3.

Durant l'année qui s'est écoulée, j'ai réduit mes déplacements en voiture :

JAMAIS	1	2	3	4	5	6	TOUJOURS
--------	---	---	---	---	---	---	----------

Pour moi, réduire mes déplacements en voiture de façon régulière durant l'année, serait :

DIFFICILE	1	2	3	4	5	6	FACILE
-----------	---	---	---	---	---	---	--------

Choisissez la paire de cercles qui exprime le mieux votre rapport avec la réduction des déplacements en voiture :

MOI

Réduction des déplacements en voiture

Pas du tout proche Tout à fait proche

Suite aux analyses de cette grande enquête régionale, a été construit un baromètre (prototype en page suivante) - l'Engage'Omètre - plus simple, plus rapide d'usage, il est abordable pour le plus grand nombre:

L'Engage'Omètre permet au moins trois applications concrètes (livrables):

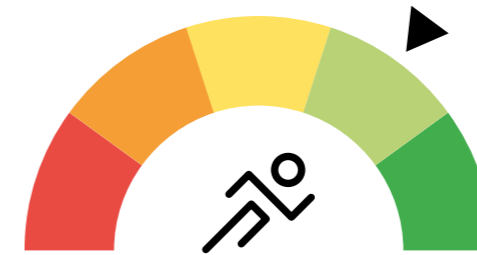
1- Photo « portrait » pour une évaluation des déterminants clés de l'engagement des individus afin de mieux personnaliser les communications;

2 -Photo de « groupe» pour une évaluation d'une population cible qui permet de cartographier des niveaux d'engagements collectifs afin de mieux cibler les campagnes de communication;

3 -Etude diachronique pour une analyse des impacts d'une campagne de communication et de sensibilisation au niveau des individus ou d'une population cible, dans un souci de suivi et d'amélioration continue.

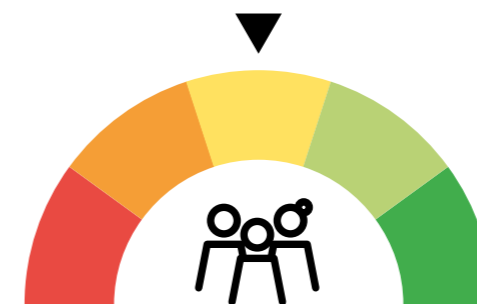
EXEMPLE DE LIVRABLES

Des photographies flash des engagements individuels et collectifs



I. Photo « portrait » : déterminants de l'engagement individuel

Donne le poids de chaque variable déterminant ou mesurant l'engagement individuel, permet ainsi de construire une sensibilisation ou communication démystifiant les facteurs qui peuvent bloquer l'action.



II. Photo « de groupe » : niveaux d'engagements collectifs

Donne les niveaux d'engagements d'un groupe d'individus d'un territoire, d'une ville, d'un quartier et leur imaginaire collectif. Permet de mieux connaître son public, de mieux cibler une communication et une action adaptée.

Pour une Communic'Action

Cette présentation synthétique des résultats de la recherche-action sur les engagements écocitoyens illustre au moins trois constats :

1) un engagement écocitoyen qui dépend du sentiment de pouvoir agir, 2) le poids des émotions dans l'intention d'agir et 3) le moindre engagement des jeunes, notamment des jeunes hommes. Les biais ne sont toutefois pas absents de cette enquête. La structure de l'échantillon n'est pas représentative de la population de la région malgré une taille conséquente. Un redressement de l'échantillon a été testé mais il conduit à une perte trop importante d'observations. Des enquêtes complémentaires sont donc nécessaires. Elles pourront s'appuyer sur les résultats de cette première

recherche-action et, en particulier, sur l'exemple de baromètre - l'« Engage'Omètre », qui vous est proposé.

Ce dernier pourra être adapté aux politiques publiques visées ainsi qu'au public cible. Il permet une évaluation flash, en vous donnant une photographie des facteurs qui engagent individuellement et le langage à adopter. Cet outil servira également les entreprises, les écoles et les universités qui souhaitent engager une transition (com)portementale dans leur organisation.

En effet, cet outil pourra servir d'acte préparatoire dans la communication engageante (présentée sur la page suivante) donnant la possibilité à l'individu de devenir acteur de la communication au lieu d'être considéré comme

un réceptacle à remplir d'informations et de connaissances.

Car nous le savons, ce sont nos expériences, nos interactions avec la Nature ou Autrui, nos actions ratées et réussites qui forment nos idées, nos émotions, et nos représentations. Il ne s'agit donc plus tellement de peser sur les idées mais de peser sur les actions afin qu'advienne une transition mentale. Le récit de la transition écologique que nous coécrivons doit accompagner ce nouveau paradigme engageant en s'adressant directement aux imaginaires et aux aspirations de chacun par la facilitation à l'action. Les associations environnementales ont leurs rôles à faire valoir dans son déploiement.



PRÉCONISATIONS

Ces outils questionnent nos façons de faire et de communiquer. Ils apportent un renouveau de solutions simples et adaptées pour les politiques publiques et les associations. Néanmoins, ils posent des interrogations éthiques qui devront être discutées au cas par cas. En outre, ce ne sont pas des outils miracles qui pourraient résoudre, à eux seuls, des comportements imbriqués à plusieurs échelles et dépendants de multiples facteurs.

Nos analyses et nos constats nous conduisent à préconiser :

- De travailler à fournir les moyens d'actions aux citoyens (l'écocapabilité des citoyens dans leur quotidien);
- De passer d'une écologie utilitariste à une écologie affective et hédoniste (ex : en faisant appel à l'Art et au ludique) ;
- De cibler les jeunes hommes en les engageant par et avec leurs pair-e-s ;
- De mettre en place des outils d'évaluation systématiques des politiques publiques en s'appuyant notamment sur les écoles et les universités ;

Ces préconisations pourront s'appuyer sur la proximité des associations vis-à-vis des citoyens et du sens qu'elles peuvent amener, diffuser et mettre en exergue par l'action. En ouverture, nous faisons ici appel à la co-conception d'un véritable **Observatoire Régional des Transitions Ecologiques en Occitanie** afin d'accompagner au mieux ce changement .

COM'ENGAGEANTE & NUDGE

Car même si l'information est nécessaire, elle ne suffit pas

Dans le cadre plus large de nos recherches, nous nous intéressons à deux paradigmes d'actualité qui interrogent nos façons de communiquer, d'inciter à l'adoption des écogestes.

Pour une Communic'Action

Acteur oui, récepteur non

La Communication Engageante Acteur oui, récepteur non Réinterroge la communication classique qui considère l'individu comme un simple récepteur rationnel qui serait stimulé par un apport d'informations et de connaissances pour décider à agir en pleine conscience. En effet nous avons tous pleins de bonnes intentions que nous mettons rarement en action. Par exemple, nous savons tous que je ne mangerais qu'un carré de chocolat; que j'irais à la gym toutes les semaines; que j'arrêterais de fumer; que je prendrais moins la voiture. Finalement nous trouvons toujours une bonne excuse pour agir contrairement à nos idées les plus sincères.

Au contraire, la communication engageante envisage l'individu comme un

acteur à part entière de la communication. Elle propose trois étapes pour engager l'individu : par 1) « un acte préparatoire » qui lui permettra de sortir de ses habitudes, de la quotidienneté de ses actes. Cela induit inconsciemment une réajustement de ses attitudes, ses croyances, ses représentations initiales envers l'acte ciblé. Nous sommes liés à nos décisions et à un cours d'action visant à réduire notre dissonance cognitive.

Dans un deuxième temps, on donne du sens à la décision d'agir par 2) « l'acte de sensibilisation » en utilisant un langage adapté au niveau d'engagement de l'individu.

Et dans un dernier temps, on propose

3) « un acte d'engagement » sous forme de défi individuel toujours situé collectivement en précisant bien comment, quand, où, avec qui et à quelle fréquence ce défi sera réalisé librement.

Sensibilisé et engagé dans ma décision d'agir, je continue dans le cours d'action qui m'est proposé. Depuis 10 ans maintenant, la communication engageante a été éprouvée et permet souvent de doubler voir tripler les comportements ciblés par la communication classique.

Exemple Com'engageante

Mobilité alternative domicile - travail

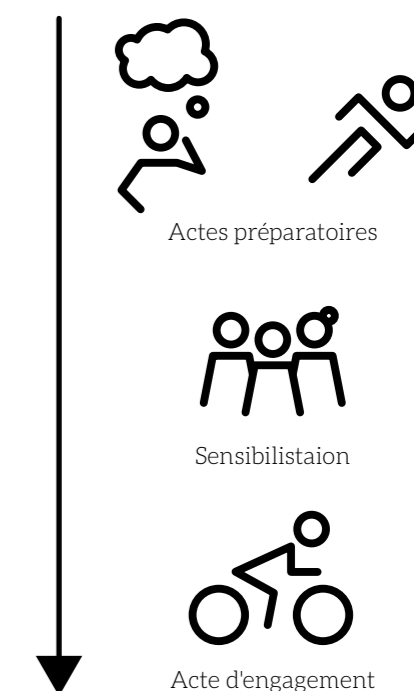
1.1 Acte préparatoire : Répondre librement à un petit quizz (ex. Engage'Omètre) sur ses habitudes de mobilité et accepter de coller un autocollant sur son bureau de travail ;

1.2 Deuxième Acte préparatoire : Pendant la pause déjeuner ou lors des déplacements professionnels tester un vélo/voiture/trottinette électrique ou les transports en commun ;

2 Acte de sensibilisation : Pendant le temps de travail participer à un atelier collectif afin de calculer le temps passé en voiture et son coût financier en

comparaison à une mobilité alternative possible pour le trajet domicile - travail ;

3 Acte d'engagement : Je relève le défi au courant du mois de juin de venir à vélo, en transport en commun ou en covoiturage avec un(e) collègue trois fois par semaine sur le trajet domicile - travail en identifiant précisément quand et comment. Je porte éventuellement un symbole qui « prouve » mon engagement publiquement.



The Nudge Le coup de pouce du Système 1

De l'anglais, « un coup de pouce ou de coude » pour nos décisions quotidiennes en modifiant simplement la situation, la présentation ou l'architecture des choix. En effet cet outil se base sur notre « système 1 » qui est notre mode de réflexion automatique et ultra rapide qui nous permet de prendre une multitude de décisions inconsciemment et sans effort quotidiennement. Nous le savons ce « système 1 » ne prend pas toujours les bonnes décisions car nous avons plusieurs biais cognitifs qui nous l'empêchent.

L'objectif du nudge n'est pas de convaincre, ni de modifier nos opinions, mais de concevoir des manières de présenter les choix du quotidien afin qu'ils paraissent comme les plus judicieux à prendre dans une situation donnée. Les nudges se caractérisent par 1) une liberté de choix aux individus (comme la com'engageante), 2) une simplicité dans sa mise en place et 3) un coût limité de l'intervention.

Les différents types de nudge

Le choix par défaut

Consiste à proposer une solution automatique en jouant sur l'inertie et la procrastination des individus qui préfèrent un choix rapide qu'une décision active supposant de longs réflexions. Par exemple en France, nous sommes tous par défaut donneurs d'organes et nous possédons tous une télévision : ceci a permis de faire passer le taux de fraude estimé de 6 % à 1 %.

Force de la norme sociale

Il s'agit ici de mettre en avant un comportement réalisé par la majorité des individus de l'entourage. En effet notre conformisme, nous incite à nous comporter de la même manière, surtout si un « devoir moral » comme 'agir en faveur de l'environnement'. Par exemple, le message « 90 % de vos voisins trient leurs déchets, 80 % des salariés de l'entreprise éteignent leur ordinateur ». Nous retrouvons ici la norme descriptive de la théorie du comportement planifié – « ce que les autres font ».

L'aversion à la perte

Pour un même montant, un individu sera plus affecté par une perte que par un gain. Il est donc bien plus efficace de présenter à l'individu ce qu'il risque de perdre s'il n'adopte pas le vélo par exemple (voir exemple de la com'engageante).



Marelle de la SNCF © SNCF

L'émulation

Il s'agit d'organiser des défis collectifs et individuels pour encourager certains comportements. Par exemple un concours collectif a été expérimenté en France avec les « Familles à énergie positive ». Par exemple un défi individuel peut être pris publiquement sur le site stickk.com en précisant les objectifs à respecter et en déposant une somme d'argent qui sera encaissée en cas d'échec.



Station de tri à Strasbourg © Blogosth

Présentations ludiques

Les stations de tri de Strasbourg et la marelle de la SCNF sont un bon exemple de ce type de nudge. Le franc succès de ces stations de tri à Strasbourg a débouché sur un parcours artistique dans la ville. Ceci conforte la place de l'affect dans notre intention d'agir en faveur de l'environnement.

Retours d'expérience

sur des initiatives citoyennes de territoires en lien avec les politiques publiques

Comme évoqué précédemment un nombre croissant d'acteurs agissent en faveur de la transition écologique dans les territoires, nous vous emmenons précisément vers ces initiatives et expériences locales qui illustrent le propos: *ils s'engagent!* sur 4 entrées thématiques :



La mobilité



Les déchets



L'énergie



L'alimentation

Bien d'autres exemples seront disponibles sur la plateforme ressources :YESWIKI Agir collectivement et concrètement en faveur de la transition écologique.

lien à venir ;)



Du tri à la prévention des déchets...

L'enquête menée auprès des citoyens de Midi-Pyrénées a démontré que les citoyens ont adopté le geste de tri dans leurs habitudes quotidiennes. Parallèlement, l'étude menée par Ipsos pour CITEO en 2017 a démontré que 80 % des français trient leurs déchets. De manière systématique, c'est plus de la moitié des Français, qui trient leurs déchets tous matériaux confondus. Si l'on peut se féliciter d'une amélioration progressive des comportements, qui se traduit directement par l'augmentation des tonnages d'emballages collectés et de papiers recyclés, des marges de manœuvre existent.

En effet, l'attention est souvent portée sur le recyclage des emballages, du papier, du verre et des déchets organiques, mais peu se préoccupent encore de la prévention des déchets à la source. Le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas, il est donc indispensable de se doter d'outils de sensibilisation, de formation et d'accompagnement permettant d'amplifier le geste de tri.

Depuis 2012 les règles ont évolué et l'extension des consignes de tri touche aujourd'hui 15 millions de Français, leur permettant ainsi de trier tous leurs emballages : films, sachets, pots barquettes...

Ce changement d'habitude de tri est accueilli très positivement par les habitants. L'extension permet de répondre à un souhait de simplification du geste de tri, avec des consommateurs de plus en plus en demande de pouvoir agir concrètement en faveur de l'environnement.

Du côté environnemental, les résultats sont encourageants : + 2 kg par habitant et par an de films et pots/barquettes en plastique recyclés, soit 17 000 tonnes d'emballages en plastique recyclés en plus en 2016. Néanmoins, l'étude IPSOS pour CITEO de 2017 porte une analyse sur cette évolution de pratique : le tri des nouveaux emballages n'est ni automatique, ni systématique : il faut du temps et de l'accompagnement pour que les consignes soient rigoureusement appliquées à l'ensemble de ces emballages, mais l'effet d'apprentissage est déjà visible pour tous les emballages.

Dans le cadre des programmes/plans locaux de prévention des déchets, puis des programmes Zéro déchets- zéro gaspi, les intercommunalités en charge de la gestion et de la prévention des déchets ont étoffées leurs équipes d'animateurs environnement, d'agents de prévention, ou de responsables de ces plans. Néanmoins, les collectivités recherchent souvent l'appui des associations d'éducation à l'environnement pour les accompagner dans leurs démarches. En effet les acteurs associatifs sont agiles : ils adaptent leur discours, le contenu de leurs interventions aux publics ; ils sont innovants à travers les formes d'animations qu'ils proposent,

les techniques d'interpellation et d'implication des publics qu'ils mobilisent.

Les associations de par leur fonctionnement apolitique et relevant souvent du champ de l'éducation populaire, peuvent se permettre de bousculer les esprits, de proposer des dispositifs ambitieux tant par l'ampleur méthodologique que supposent les actions qu'elles proposent (cf. Famille Zéro Déchet), ou par le déploiement des actions sur le terrain (cf. Initiatives océanes).

Les associations du secteur culturel ou social peuvent également venir en appui aux collectivités pour aider à l'appropriation par la population des consignes de tri et des outils de collecte. (cf. Ales agglomération).

Cinq freins au geste du tri ont été identifiés

- la méconnaissance des consignes de tri ;
- le fait que l'emballage soit sale ou pas complètement vide ;
- le caractère nocif ou dangereux du produit qu'a contenu l'emballage ;
- le fait d'être à l'extérieur de son domicile ;
- le fait d'aller à un conteneur.



Chiffres clés

- Plus de 80% des français trient leurs déchets
- Près de 50% le font de manière systématique
- Un geste de tri deux fois plus développé dans les milieux ruraux qu'urbains
- La tranche d'âge 20-40 ans est celle qui trie le moins

Étude Le TOP 100 du geste de tri, Ipsos pour Citeo, 2017

La collecte de déchets "sauvages" Initiatives Océanes

L'association de protection de l'environnement Surfrider Foundation Europe propose aux associations, aux collectivités et aux citoyens qui le souhaitent un kit d'accompagnement aux nettoyages de plages, lacs, rivières et fonds marins partout dans le monde. Ces collectes de déchets sont organisées par des bénévoles grâce à l'accompagnement de l'association basque. Un kit méthodologique, des outils pédagogiques, des sacs, gants etc. sont fournis aux participants. Une fiche bilan permet de compiler les données récoltées et de réaliser une évaluation de la quantité de déchets récupérés. Ces initiatives ont pour objet de travailler sur la perception du devenir des déchets et de leurs impacts sur les milieux aquatiques et marins. Ces actions de nettoyage des berges de rivières ou de lacs, sont également le moyen de rappeler que nos actes de consommation et de traitement des déchets ont des impacts bien plus vastes que ce que nous pouvons penser. Les initiatives océanes existent depuis 1996, elles mobilisent chaque année plus de 40 000 personnes dans 23 pays.

Politiques publiques

- Programme Zéro déchets zéro Gaspi
- Plan Local de Prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA)
- Plan Régional de Gestion et de Prévention des Déchets
- Plan Régional d'Economie Circulaire

De la prévention aux gestes de tri - Famille Zéro Déchets à Rennes

Sur le territoire de Rennes Métropole, l'association Des Petits pas pour l'homme, a proposé à la collectivité d'organiser le défi Famille Zéro déchets. Cette démarche initiée en 2014 par la ville de Roubaix, avec des citoyens engagés et l'appui de l'association Zéro Waste France essaime dans d'autres territoires à travers des parrainages de porteurs de projets. Ainsi la jeune association Rennaise se propose d'accompagner durant toute l'année 2018 une trentaine de familles à travers une quinzaine d'ateliers thématiques : compostage, cuisine sans gaspillage, fabrication de produits ménagers et cosmétiques, couches lavables, goûter et Noël zéro déchet... Ces ateliers accessibles gratuitement sont réalisés en partenariat avec d'autres associations. Des visites seront également organisées sur des sites tels que centre de tri, recyclerie, Le Relais... ainsi que des petits-déjeuners afin de partager les avancées de chacun. Les membres de cette association souhaitent ainsi « rendre visible et accompagner les envies citoyennes ».

Les écoles impliquées dans le tri Alès Agglomération

La communauté d'agglomération d'Alès dans le Gard, a pris le parti de relancer le tri (verre, emballages et papiers) en habitat collectif, dans deux quartiers représentant près de 1500 foyers. Les écoles de ces quartiers ont été associées à cette initiative. Ainsi, les élèves de CM1 ont réalisés des dessins liés au recyclage, les meilleurs ont été sélectionnés pour apparaître sur les colonnes de tri. "Il ne faut pas oublier que les enfants sont des ambassadeurs du tri. Réceptifs, ils éduquent à leur tour leurs parents aux bons comportements", souligne David Lanoir, ingénieur pour le pôle environnement urbain d'Alès Agglo. La collectivité mise également sur une implantation facilitée et de moindres dégradations dans la durée. Parallèlement, des ambassadeurs du tri spécialement formés à la communication engageante ont sensibilisé les habitants à ces nouvelles pratiques. Les premiers retours sont très positifs tant en terme de taux de remplissage qu'en terme d'accueil des habitants, satisfaits de pouvoir à nouveau trier.



À la rencontre de nos énergies !

Produire et maîtriser son énergie: une nouvelle approche pour accélérer le développement des énergies renouvelables

La nécessité d'une transition énergétique est maintenant admise. Avec la décentralisation des énergies renouvelables (photovoltaïques et éolien notamment), l'énergie devient accessible aux démarches citoyennes et participatives. Les projets citoyens d'énergies renouvelables (EnR) partent du constat suivant : il faut permettre aux "parties prenantes locales" de devenir actrices des projets d'énergies renouvelables afin d'en faciliter le déploiement et l'acceptation locale

Face aux enjeux du développement durable, la prise de conscience de nombreux citoyens sur la nécessité de changer de comportements en matière de production et de consommation énergétique, a conduit à l'émergence d'initiatives locales et de nouveaux modèles d'organisation économique.

C'est dans ce contexte que sont apparus les projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables.

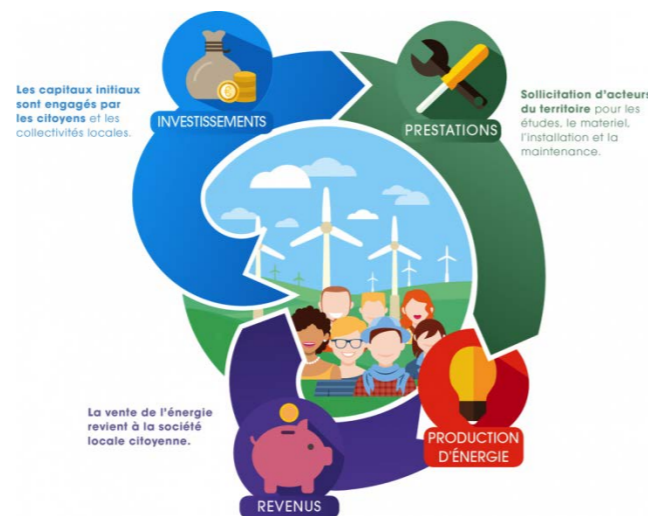
Qu'est-ce qu'un projet citoyen de transition énergétique ?

Les projets citoyens d'énergies renouvelables sont des projets portés par un groupe d'acteurs locaux (collectivités, citoyens, associations, entreprises, agriculteurs, etc.) qui visent à développer des installations d'énergies renouvelables sur un territoire. Le projet mobilise de l'épargne de proximité dans l'objectif d'assurer des retombées économiques et sociales locales dans l'intérêt du territoire.

Un projet citoyen

Les acteurs participent au financement ET à la gouvernance de ce projet. Ils sont les investisseurs majoritaires et maîtrisent les décisions. Les citoyens reprennent donc en main la production et la maîtrise de leur énergie.

Généralement, ces projets voient le jour par la création d'une société participative, à la gouvernance locale, telle qu'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC). C'est cette société qui va mobiliser de l'épargne de proximité pour investir dans les moyens de production. L'objectif est bien de redonner du pouvoir d'agir aux acteurs locaux pour une transition énergétique par et pour les territoires !



Pourquoi mener un tel projet sur son territoire ?

Les projets citoyens contribuent à réussir la transition énergétique. Ils permettent :

- De garantir l'ancrage local des projets avec la création de dynamiques collectives positives et l'émergence d'ambassadeurs locaux de la transition énergétique.
- De mobiliser l'épargne de proximité et de partager collectivement les bénéfices de ressources locales ;
- La réappropriation locale des politiques énergétiques à l'échelle du territoire avec l'acquisition par le territoire de nouvelles expertises métiers, d'expériences coopératives et solidaires, de la compréhension des enjeux énergétiques et climatiques, et d'une communication positive sur la transition énergétique.

Politiques publiques

- Guide de l'ADEME : Projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables
- La Loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) permet la participation directe des collectivités locales dans les projets d'EnR. De plus, le financement participatif de projets de production d'EnR est facilité par la loi relative à l'économie sociale et solidaire et l'ordonnance relative au financement participatif. Ces outils législatifs concourent à favoriser l'émergence de nouveaux outils financiers participatifs et à développer une nouvelle forme de gouvernance des projets énergétiques, relocalisés sur le territoire et plus proche des citoyens.

La participation citoyenne a pour finalité de susciter l'adhésion des citoyens en les associant étroitement à l'analyse du bien-fondé et à la réalisation du projet, pour engager concrètement et localement la transition énergétique.

Énergies citoyennes du Carlausi Segala

Dans une région au fort potentiel solaire, le projet de la ville de Carmaux est de devenir une ville innovante dans le secteur des énergies renouvelables. La ville s'est engagée depuis plusieurs années dans une démarche de développement des énergies renouvelables :

- Elle a équipé la quasi-totalité des bâtiments municipaux en installations photovoltaïques,
- Elle a élaboré un cadastre solaire,
- Elle a sensibilisé les citoyens aux questions énergétiques.

Une nouvelle étape est désormais franchie puisque plusieurs habitants de Carmaux et du Carmausin-Ségala ont décidé de créer une société coopérative, avec la ville de Carmaux, pour engager le territoire dans une transition énergétique citoyenne. La coopérative "Énergies Citoyennes du Carmausin Ségala" a été présentée le Jeudi 15 Février 2018 à Carmaux.

Réunissant les habitants, collectivités et entreprises du territoire, l'objectif de la coopérative est de développer la production d'énergie consommée localement, grâce à la mise en place de « grappes » de toitures photovoltaïques. Celles-ci devront produire 400 kwc soit l'équivalent de la consommation de 150 familles.

Accompagnée par Enercoop Midi-Pyrénées et EC'LR, "Énergies Citoyennes du Carmausin Ségala" est une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) ouverte à toutes celles et ceux qui souhaitent participer au développement des énergies renouvelables sur le territoire. Ils pourront s'impliquer de différentes manières soit en acquérant des parts sociales soit en mettant des toitures à disposition. L'objectif est de donner aux citoyens la possibilité d'investir dans la conception, le financement et la gestion des installations de production. Une Société Coopérative d'Intérêt Collectif appartient à ses sociétaires avec comme principe : 1 part = 1 voix. Elle a une lucrativité limitée puisque les résultats seront affectés à de nouveaux projets.





*Agir ensemble pour une
restauration en transition*

Avec force de volonté, d'énergie et de patience ils arrivent à trouver des astuces et des systèmes pour faire bouger les choses, rassembler autour d'eux, trouver des chemins de traverses et donner vie à ce qui leur semble juste et important.

d'où une rencontre quotidienne entre cuisiniers et enfants, invitation des parents à manger à la cantine, une cuisine valorisée qui réalise les prestations pour la mairie, un self service avec un travail de présentation des plats, l'éducation des enfants et la découverte de menus alternatifs, soutien et implication de la cellule appel d'offre et achats de la mairie, compostage sur place et travail de limitation du gaspillage alimentaire avec entre autres un ajustement des quantités et la possibilité de conserver en cellule froide des plats non servis (notamment les crudités et féculents)... sans oublier la motivation de l'équipe cuisine qui réalise un travail qui a du sens pour elle. Prochain projet dans les tuyaux : une parcelle en fermage juste à côté de l'école pour parfaire l'éducation des enfants et manger encore plus local et bio !

Lorsque le budget dépasse le seuil de 25000€, les choses peuvent se compliquer un peu. Au-delà de la règle d'ouverture à la concurrence il y a obligation de passer par un appel d'offre à consultation européenne, dans lequel il est interdit d'indiquer des préférences géographiques. Mais dans ce cas, comment respecter les directives politiques qui imposent notamment une origine locale ?

Collectivités, associations, entreprises et citoyens

Les orientations politiques tout comme l'opinion publique penchent en direction d'une alimentation saine et de qualité. C'est-à-dire dans la tête des gens: des produits bio, locaux, sans OGM, une traçabilité et bien sûr une bonne qualité nutritionnelle. En ce qui concerne le cadre privé le consommateur possède un grand pouvoir de décision,

surtout depuis l'expansion des filières biologiques et la multiplication des circuits courts. Qu'en est-il du côté des collectivités et de la restauration collective? Ces structures ont-elles les moyens de mettre en oeuvre les décisions politiques?

Alors que les politiques publiques affichent un objectif de 50 % de produits bio ou écologiques dans la restauration collective à l'horizon 2022 et 500 PAT (Programmes Alimentaires Territoriaux) à l'horizon 2020, sur le terrain, on relève beaucoup de freins voire des incohérences. Manque de moyens matériels financiers et humains, manque de sensibilisation, formation et qualification des équipes élues et salariées inadaptées, difficulté d'être en contact direct avec des producteurs, obligation pour certaines collectivités de passer les commandes par des appels d'offres à l'échelle européenne, sans compter un soutien des familles et des enfants qui n'est pas toujours au rendez-vous face à ces propositions de changements au menu.

Situation variable en fonction des communes

Une « petite » commune, c'est-à-dire qui possède un budget d'achats en fournitures et denrées alimentaires inférieur à 25000€, a pour obligation de comparer au moins 3 devis pour chaque lot de l'appel d'offre. L'univers des possibles semble donc ouvert, que l'envie soit impulsée par la société civile ou par l'équipe municipale.

Exemple de Labège (31)

En 2015, la ville a reçu le label de «Territoire Bio Engagé». Ce label vise à encourager, récompenser et mettre en valeur les collectivités qui ont réussi à atteindre les préconisations du Grenelle de l'Environnement, réaffirmées dans le cadre du Plan Ambition Bio 2017. Tout a commencé il y a 10 ans

avec le passage d'une cuisine satellite (qui reçoit des plats tout prêts à réchauffer) à la construction d'une vraie cuisine, l'objectif étant que les enfants apprécient davantage leur repas... le projet « manger autrement » était né avec le souci constant d'améliorer la qualité et en recherchant la proximité des fournisseurs. Le nouveau cuisinier a apporté son savoir-faire avec les produits frais et non préparés, ce qui va de pair avec des produits de saison et locaux et en parallèle l'équipe municipale a demandé l'introduction de plus en plus de produits bio (objectif 50 % en fin de mandat). Ainsi, avec ses 300 repas quotidiens cuisinés sur place par l'équipe de 4 salariés temps plein, la commune a doublé la quantité de produits bios et atteint déjà 30 %.

Cette méthode possède de nombreux atouts : une cuisine accolée à l'école



Chiffres clés

- 86 % des français se disent favorables à une cantine bio ou locale
- Orientation politique loi d'avenir du 13 oct 2014 = 40 % de produits de proximité horizon 2017
- Plan Ambition Bio 2017 : au moins 6% de surface agricole cultivée en bio et/ou au moins 20% d'approvisionnement de produits bio dans les menus de leurs restaurants collectifs.



Exemple de Ramonville (31)

Pour la 3e année consécutive, Ramonville obtient le niveau 1 du label Écocert «En cuisine», récompensant l'action de la restauration municipale engagée depuis plusieurs années dans une démarche de qualité alimentaire et environnementale.

Après une formation de l'élue en charge de la restauration et du développement durable ainsi que de l'agent en charge des appels d'offres "comment rédiger son cahier des charges en fonction de son projet", puis une formation sur les clauses pour l'élue et la directrice de la restauration, l'équipe a réussi à resserrer l'étau vers le local et le bio en précisant plusieurs critères environnementaux dans le marché.

Voici les plus importants : demander à goûter les aliments, à consulter le bilan carbone du fournisseur, à imposer que l'animal soit né, élevé et abattu dans le même pays, favoriser des délais courts entre la cueillette et la livraison des fruits et légumes – ces derniers devant avoir en outre une maturation optimale-, un nombre d'intermédiaire minimum, le renseignement obligatoire du nom des éleveurs. Ainsi, le choix peut s'orienter vers davantage de cohérence avec les décisions de politique publique tout en respectant les règles du marché européen. Grâce à cela, les 1300 enfants et quelques adultes de la commune retrouvent dans leurs assiettes : 16,39 % de produits bios, 13,40 % de produits locaux (Sud-Ouest) et de saison, une qualité sans OGM ainsi que près de 5 % de produits label rouge.

Prochains objectifs pour l'équipe : s'outiller de logiciels performants spécifiques de production assistée par ordinateur et maintenir le cap pour pérenniser le label.

Et le réseau EEDD dans tout ça ?

Les acteurs associatifs peuvent être des partenaires, des leviers pour les projets de territoire. De façon générale, ils peuvent accompagner les démarches de Développement Durable : sensibilisation et éducation à l'alimentation, au goût, aux différents types de culture et d'agriculture, à la saisonnalité, lutte contre le gaspillage alimentaire (et donc diminution des coûts ou compensation du surcoût du bio), rencontre avec des producteurs locaux et visite de fermes (dont l'intérêt n'est plus à prouver), ateliers jardins, cuisine... Le public cible peut être les enfants mais aussi les équipes d'animation qui les encadrent au quotidien et, bien sûr, les familles et le grand public.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
+ bio	10% de bio et 10 composantes par mois	30% de bio et 30 composantes par mois	50% de bio et 50 composantes par mois
+ local	Au moins 1 composante bio et locale de la fourche à la fourchette par mois	Au moins 4 composantes bio et locales de la fourche à la fourchette par mois	Au moins 10 composantes bio et locales de la fourche à la fourchette par mois
+ sain	Des menus clairs et contrôlés Pas d'OGM Des additifs interdits	+ Formation des cuisiniers + de consommation de fruits et légumes de saison	+ Graisses hydrogénées interdites + de céréales complètes + repas cuisinés sur place
+ durable	Sensibilisation à l'écologie et au gaspillage	+ Lutte anti-gaspillage + Gestion globale des déchets + 1 action écologique (au choix)	+ Eco-détergents et vaisselle + au moins 1 nouvelle action écologique (au choix)

Le manque de temps, le surcoût financier, la complexité de rédaction des marchés publics et le manque de formation semblent être les principaux freins à ces démarches. Formation d'une part des élu.e.s qui peuvent initier un changement sur une collectivité mais ne sont pas toujours expert du développement durable ou de la restauration collective, d'autre part des agents des services achats et restauration qui se retrouvent confrontés à rédiger des marchés publics soumis à consultation européenne, mais aussi de l'équipe cuisine qui doit travailler des produits frais non préparés. De leur côté, les producteurs semblent avoir besoin d'accompagnement pour répondre à la demande de ces marchés. Un autre aspect soulevé est le manque de rencontre et de lien direct entre producteurs et restaurateurs malgré l'existence de salons spécialisés. Le principal levier de changement vers la

transition est sans conteste la motivation des individus: élu.e, agent technique du service financier, responsable du service restauration ou encore chef cuisinier.ère... avec force de volonté, d'énergie et de patience ils arrivent à trouver des astuces et des systèmes pour faire bouger les choses, rassembler autour d'eux, trouver des chemins de traverses et donner vie à ce qui leur semble juste et important. Le facteur temps est aussi important pour permettre, entre autres, du sourcing (recherche et contacts fournisseurs) et du benchmark auprès d'autres collectivités par exemple. La principale motivation étant souvent de permettre aux enfants et autres convives de bien manger et par cheminement logique de trouver dans leur assiette un maximum (et de plus en plus) d'ingrédients frais, de saison, locaux voire bio.

Mieux manger, un droit pour tous !

L'alimentation est un marqueur important des inégalités sociales en France. Si notre pays est en pointe dans le développement de circuits courts proposant des produits locaux et de qualité, il ne permet pas encore au plus grand nombre d'en profiter. Pour faire évoluer cette situation de façon pérenne, citoyens, entreprises et collectivités publiques agissent.

Huit millions de Français n'ont pas accès à une alimentation adéquate en quantité et en qualité.¹

Inégalités sociales et qualité nutritionnelle

Les profils sociaux de ces huit millions de personnes sont divers et leur niveau de vie n'est pas la seule explication aux difficultés rencontrées. Néanmoins, l'enquête INCA 2², confirme « l'association entre un faible revenu et la consommation d'une alimentation de moindre qualité nutritionnelle (...) avec notamment une moindre consommation de fruits, de légumes et de poisson ». Ainsi pauvreté et mauvaise alimentation sont hautement corrélés, notamment en ce qui concerne la consommation de produits frais : légumes et fruits.

Qualité de l'aide alimentaire

Les collectivités, souvent via les CCAS, CIAS, en coopération avec les associations et le secteur privé, développent de nombreuses pratiques pour améliorer la santé via l'alimentation. La distribution d'aide alimentaire à travers notamment le développement d'épicerie sociale permet à de nombreuses personnes de subvenir à leurs besoins en termes de quantité. Mais des questions se posent encore pour les critères de qualité car cette aide alimentaire est largement approvisionnée par les dons (défiscalisés) de la grande distribution et des industries agroalimentaires. Si les épicerie sociale proposent des produits frais, c'est donc le plus souvent issus de circuits complexes et ayant favorisé le coût minimal au dépend de la qualité nutritionnelle des produits.

Des pistes pour une alimentation de qualité pour tous

Les propositions pour rendre accessible à tous une alimentation de qualité respectueuse de l'environnement et développant l'économie locale sont multiples. Elles s'intègrent à plusieurs politiques publiques et unissent les talents des territoires, des citoyens et des associations locales.

Il peut s'agir de repenser l'offre des épicerie sociale en créant des partenariats avec des maraichers et arboriculteurs de proximité (voir Uniterre, ANDES). Mais aussi de

permettre l'accès à des paniers bio et locaux à moindre coût (Paniers solidaires du réseau Cocagne, Zeybu solidaire des amis du Zeybu) ou même donnés (réseau AMAP). Le changement est à penser également en matière de sensibilisation à travers des ateliers d'éducation au goût et à la cuisine (voir l'action Biocaba du Gabnor ou des Anges Gardins).

L'amélioration de l'alimentation en termes de qualité pour les publics en difficulté se produit également en leur donnant la possibilité de produire leurs propres légumes et fruits soit de manière encadrée (jardins solidaires ou d'insertion), soit de manière autonome (jardins familiaux). La plupart de ces initiatives été impulsées par des groupements de citoyens ou des associations. Néanmoins, elles n'auraient pu se développer sans le soutien des collectivités territoriales à toutes échelles. Du simple prêt de salle aux aides financières pluriannuelles, l'appui de la collectivité est un élément clé de lancement mais aussi de soutien dans le temps d'actions efficaces. Elles ont donné naissance à un nouveau modèle d'action sociale pleinement inscrite dans le développement durable.

Chiffres clés

- 3,9 millions de français ont recours à l'aide alimentaire
- 8 millions de français n'ont pas accès à une alimentation adéquate en quantité et qualité
- 20 000 jardiniers actifs dans les jardins familiaux

¹ États généraux de l'alimentation, août 2017

² Étude individuelle nationale des consommations alimentaires, Anses, 2006



Politiques publiques

- Programme National Nutrition Santé
- Plan Pluriannuel contre la Pauvreté et pour l'Inclusion Sociale
- Plan Régional Santé Environnement 3
- Plan Climat Air Énergie Territorial
- Plan d'alimentation territoriaux



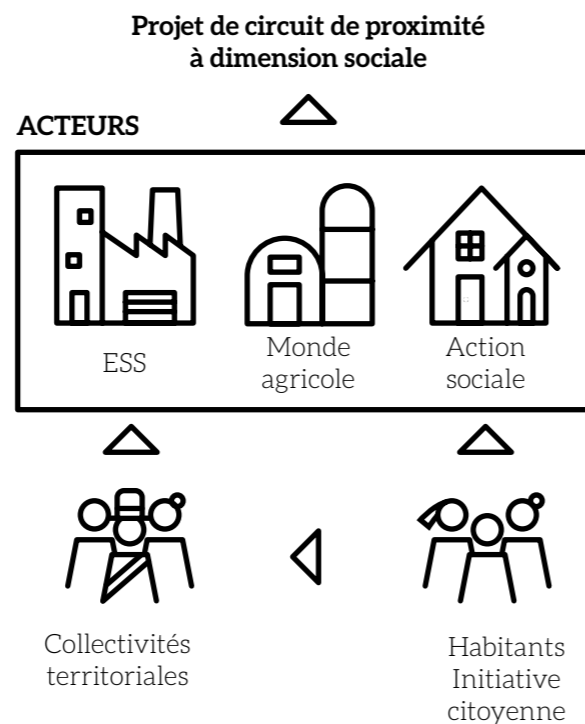
Le jardin solidaire albigeois (81)

Autour de l'idée d'animer un espace, des temps de respiration, d'échanges et d'apprentissages dans un jardin cultivé collectivement sur une grande parcelle (pour produire des fruits et légumes sagement) est né le jardin solidaire albigeois. Porté par l'association Sève et terre, il est développé en partenariat avec le comité des jardiniers et des partenaires institutionnels dont les structures et collectivités engagées dans le Contrat de ville de l'Albigeois. La participation des habitants est gratuite, sans inscription et les récoltes sont réparties entre les personnes présentes.

Le meilleur accès de tous à une alimentation de qualité est facilité par une consommation locale et respectueuse de l'environnement. Les actions conjointes des citoyens, associations, entreprises et collectivités territoriales ne sont efficaces que si elles sont construites dans la durée. Les bases d'un nouveau modèle d'action sociale lié au développement durable sont à solidifier.

VRAC - Vers un Réseau d'Achat en Commun Lyon, Bordeaux, Strasbourg

L'association VRAC favorise le développement de groupements d'achats dans les quartiers prioritaires de la politique à Lyon, Bordeaux et Strasbourg. Le projet de l'association est orienté vers l'accès du plus grand nombre à des produits de qualité issus de l'agriculture paysanne/biologique/équitable à des prix bas, grâce à la réduction des coûts intermédiaires (circuits-courts) et superflus (limitation des emballages). Ainsi, VRAC permet aux habitants de ces quartiers de s'inscrire dans un mode de consommation durable et responsable, qui repose sur le collectif et les dynamiques locales pour faire face à la précarité et proposer un autre rapport à la consommation, à la santé et à l'image de soi.



À l'écoute des territoires ruraux

De leurs ressources et de leurs usages pour construire une mobilité adaptée.



La problématique liée à la mobilité est d'autant plus récurrente dans les espaces faiblement urbanisés. On y retrouve des configurations urbaines de petites tailles depuis des communes totalement isolées hors influence des pôles même petits ou d'autres communes multipolarisées. Outre les enjeux liés à l'environnement et aux gaz à effets de serre, on y rencontre des problématiques économiques fortes liées à l'accès à l'emploi :

sans mobilité, pas toujours facile de travailler ! L'accessibilité aux services publics mais également d'autres types de services ou d'offres - culturelles, sportives ou également de commerces divers - peut renforcer l'isolement, voir mener vers l'exclusion. Quelque soit la taille de la collectivité en milieu rural, la mobilité est un sujet crucial à adapter à la spécificité de chaque territoire.



L'identité de chaque territoire

L'objet est donc de prendre en compte les spécificités des territoires à faible densité démographique et d'améliorer le droit au transport au travers de la complémentarité de l'offre concernant les modes de transport proposés à la population. Dans cette perspective, il est démontré que la complémentarité entre les transports collectifs, les usages partagés des véhicules et les modes actifs permet de répondre aux besoins d'une population, notamment les jeunes et les personnes plus âgées, voire retraitées.

Une offre multimodale

Un autre élément concerne les plans de mobilité qui ont pu être mis en place au sein des entreprises, des administrations et des établissements scolaires. Notamment en milieu rural, cette prise en compte permet de construire des réponses en complémentarité des modes de transports déjà existants, voire en mutualisant ces offres existantes au sein de ces plans de mobilité pour les compléter.

Sur les territoires éloignés des pôles urbains, en évidence, l'usage de la voiture a une part importante. Comparativement au milieu urbain, les déplacements sont plus longs en distances mais pas en temps. Il y a également des déplacements courts plus nombreux pour accéder notamment aux commerces de proximité. Comparativement, on constate également une immobilité plus forte notamment pour les personnes âgées ainsi qu'un faible usage des transports collectifs hors des transports scolaires.

À l'écoute et en concertation avec la population

Les offres en matière de mobilité se construisent en fonction des besoins de la population et avec elle. Lorsqu'une collectivité place cet enjeu au cœur de sa politique, se développe en écho et avec elle d'autres projets liés à un esprit de partage, de convivialité et d'entraide entre habitants ou salariés d'entreprises. Des expérimentations alliant créativité et innovation sont aussi une réponse forte pour accompagner le territoire dans ce défi.

Des actions adaptées

L'enjeu est donc de mettre en place des actions qui préservent la qualité touristique, l'identité patrimoniale d'une ville moyenne ou d'un bourg mais qui permettent également à la population dans son ensemble quelque soit son âge de pouvoir se déplacer sans contrainte et lui permettre de mener facilement ses activités sans altérer son cadre de vie.

Pour exemple :

- Prévoir des actions structurelles sur le territoire pour l'organisation des services et des activités : maison des services, espace de télétravail, maison de santé, tiers lieux,...
- Favoriser des zones de covoiturage,
- Définir une politique de stationnement qui facilite d'autres mobilités que la voiture,
- Favoriser la porosité entre les piétons et les vélos,
- Créer des zones de tranquillité en centre bourg,
- Optimiser les transports collectifs,
- Améliorer l'intermodalité et la complémentarité des offres,
- Mettre en place une tarification adaptée selon les transports,
- Proposer une information multimodale qui peut aider au choix de transport le plus pertinent,
- Faciliter la mise en place de "bus à pied" ou en vélo pour le trajet entre l'établissement scolaire et le domicile des jeunes,
- Mener des actions de sensibilisation et d'informations.

Politiques publiques

- Plan de mobilité rural : outil de planification des déplacements pour les zones rurales Code des transports art. L1213-3-4

Pour les collectivités de - 100 000 habitants :

- Plan de déplacements urbains (PDU)
- Plan global de déplacements (PGD)
- SRI : Schéma régional de l'Intermodalité
- SRADDET : schéma régional d'aménagement, de Développement durable et d'égalité des territoires



Les enfants adorent marcher ensemble !

Le Camin'Ibos a vu le jour en Mars 2015. Le bus pédestre (4 lignes) a été mis en place sous l'impulsion de la municipalité pour effectuer le trajet Domicile /Ecole. En 2017, 51 enfants, de la maternelle au CM2, se rendent à l'école à pied, une à plusieurs fois par semaine. L'association, à laquelle adhèrent les pilotes de lignes, les 22 accompagnateurs et les enfants participants, a été créée pour gérer le projet. Cette solution permet d'avoir une assurance pour effectuer un recours en cas de problème et prévenir les accidents mineurs. Un règlement ainsi que des chartes ont été élaborés; ils engagent tous les acteurs à respecter les consignes de sécurité et le bon déroulement du Camin'Ibos. Toutes les lignes marchent le Mercredi. Certaines marchent 2 à 3 fois par semaine; Le Camin'ibos est source de rencontres puisque l'association informe, participe à la fête de l'école, organise un goûter et sollicite des retraités et l'association des marcheurs pour les aider à accompagner. En 2017, d'autres propositions ont été faites : le trajet pour l'école de musique et en proposition l'accompagnement aux manifestations concernant les commémorations 14-18. A également été testé le Vel'Ibos. De plus, ce projet de mobilité est au cœur de l'école et s'inscrit dans son projet au travers le label E3D (Développement Durable). La commune poursuit son soutien en finançant les gilets, l'assurance et les panneaux des stations. C'est donc une démarche partenariale qui replace au cœur de son projet mobilité le faire ensemble et la santé.

Source : MNE 65

Transport en commun en milieu semi-rural en Aveyron

Le TUB (Transports Urbains du Bassin) est un réseau de transport collectif créé pour favoriser l'accès aux services et à l'emploi. La première ligne (28 Km 47 arrêts) a été mise en service en février 2008. En Novembre 2012, une deuxième ligne est mise en service (25km, 41 arrêts). Elle permet ainsi aux cinq communes de la Communauté de Communes du Bassin Decazeville-Aubin (CCDA) d'être desservies. Decazeville, comme les autres communes de la communauté, a une démographie en baisse. La population est vieillissante (36% de la population a plus de 60 ans). On note aussi une population captive (composé de personnes sans emploi, travailleurs mais aussi personnes âgées) qui n'a aucun moyen personnel pour se déplacer faute d'argent pour entretenir un véhicule (30% des foyers).

Il est très difficile d'adapter le TUB aux horaires de travail. A l'avenir, avec l'instauration de la taxe versement transport, la collectivité envisage d'adapter les horaires du TUB aux horaires des entreprises et des administrations pour amplifier son utilisation par les salariés. Les centres de loisirs et les écoles prennent également le TUB. Cela leur permet d'accéder à des activités qu'ils ne pourraient pas s'offrir autrement faute de moyens.

Le TUB a failli s'étendre à deux communes rurales des alentours. Mais le projet n'a pas abouti à cette époque car l'investissement était important. Il y avait également des craintes concernant la désertification de leur centre bourg. Ce n'est peut être que partie remise compte tenu de la redéfinition des territoires.

Source : FNE Midi-Pyrénées

La mobilité est un levier essentiel pour redonner aux territoires ruraux leur attractivité et permettre d'assurer une dynamique économique. Elle réinterroge également sur l'éventail des propositions de loisirs faites aux habitants et leur accessibilité. La préservation de leur cadre de vie est également au cœur des choix structurels auquel doit s'attacher une collectivité pour répondre au mieux aux attentes de sa population.





En ville, transportons nous bien!

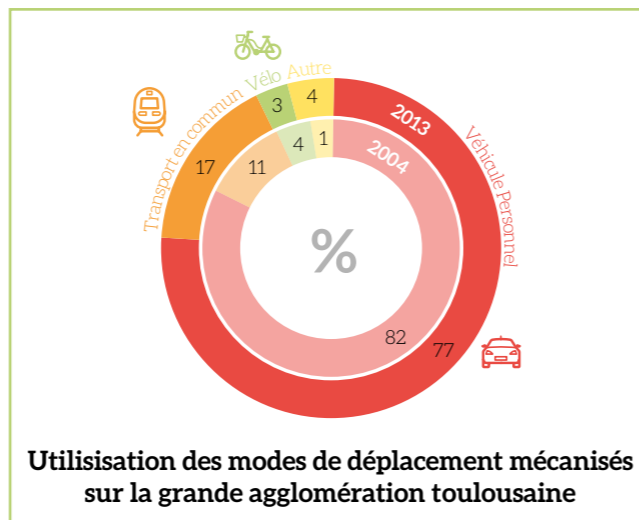
La voiture est devenue, au cours du XXème siècle, un gage de liberté et d'émancipation. Ce moyen de transport a beaucoup d'atouts. Dès que son acquisition est devenue accessible au plus grand nombre, chacun a voulu la sienne: individuelle, pratique, maniable, confortable, elle constitue également un petit espace privé dans l'espace public. Aujourd'hui, son usage trop fréquent en ville est devenu problématique. Sur l'aire urbaine de Toulouse, il représente 60% des déplacements.

Cet usage massif de l'automobile pour les déplacements quotidiens en ville engendre de lourdes conséquences pour les citoyens et la collectivité : bruit, encombrement des espaces publics, pollution, épuisement des ressources, sédentarité ... La qualité de vie et la santé des citoyens urbains et périurbains est fortement impactée. Existe-il un mode de déplacement idéal ? La solution se trouve t-elle dans l'intermodalité ?

Etalement urbain et transports en commun

Bien qu'il soit devenu très compliqué de se garer en ville, l'usage de la voiture est justifié par le manque de transports en commun et l'allongement des distances domicile-travail. Au centre-ville, l'augmentation des prix des logements oblige les jeunes actifs à s'installer en périphérie. L'étalement urbain engendre une augmentation des déplacements pendulaires domicile/travail. En périphérie, la dispersion et la faible densité de l'habitat ne favorisent pas les dessertes en transport en commun.

Le déplacement en voiture reste donc parfois la solution la plus simple, voire la seule, et la problématique des transports semble peiner à sortir de ce cercle vicieux.



Source : Enquête ménage déplacement 2013 - Tisséo-SMTC.

Les principales nuisances du tout voiture

Qualité de l'air

La voiture en ville est la cause principale de la pollution de l'air. Malgré les nettes améliorations des moteurs, la pollution due aux transports a augmenté de plus de 30 % en 20 ans. La qualité de l'air des villes est un point noir de santé publique avec l'augmentation des problèmes respiratoires (asthme et autres pathologies).

Les principales villes de France ont mis en place un dispositif de surveillance de la qualité de l'air. L'adoption du Certificat Qualité de l'Air (vignette crit'air), permet en cas d'alerte pollution, de mettre en place un plan de circulation différenciée.

¹ <https://bit.ly/2yquKzF>

Pollution de l'air

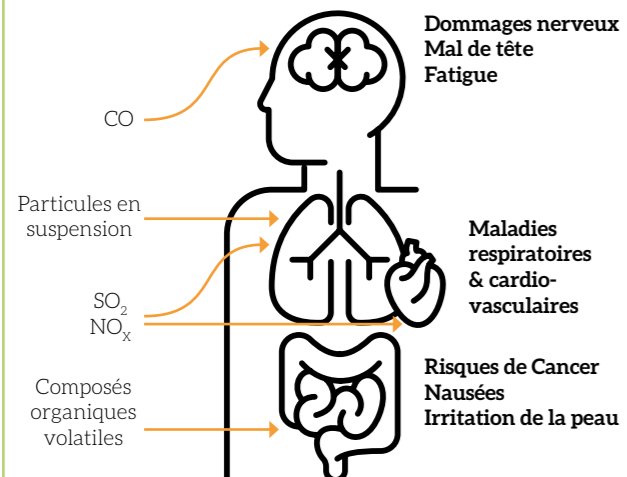


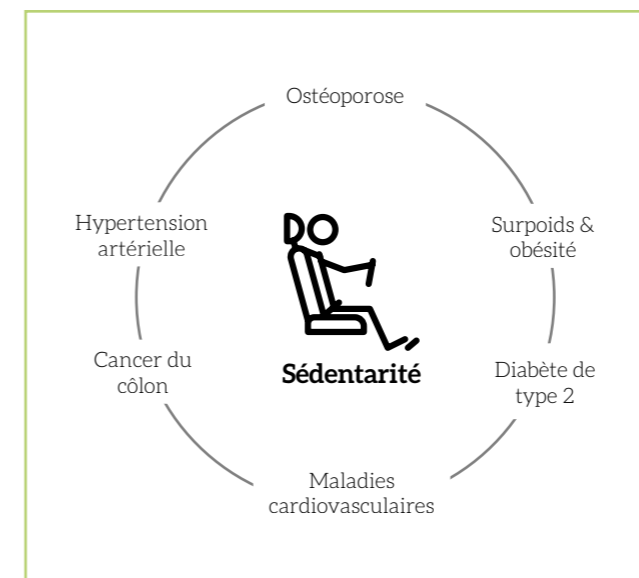
Schéma relatif à la pénétration des particules dans l'organisme
Source : ministère des solidarités et de la santé

Bruit

Les transports routiers sont également la principale source de nuisances sonores des villes. Il s'agit principalement du bruit de roulement pneu-chaussée qui augmente avec la vitesse du véhicule. Au delà du seuil de 60 dB le jour, et 40 dB la nuit dans les habitations, un sentiment de gêne se fait sentir. À côté de la pollution de l'air, la pollution sonore est en train de se hisser sur le podium des nuisances majeures et est considérée comme un problème de santé publique. Limitation de vitesse et murs anti bruit permettent d'atténuer les nuisances sonores, mais la prévention reste la piste à explorer.

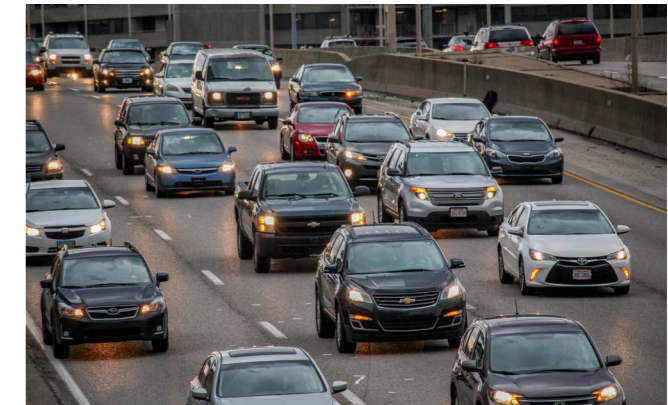
Sédentarité et santé

La sédentarité et l'inactivité physique est le quatrième facteur de risque de maladies non transmissibles. Elle est impliquée dans plus de trois millions de morts évitables, d'après l'OMS¹. La pratique d'une activité physique, même modérée, joue un rôle important dans la prévention et la prise en charge de ces maladies ainsi que dans l'amélioration de la santé psychologique.



Chiffres clés

- En 2015, seul-es 53 % des femmes et 70 % des hommes atteignent les recommandations de l'OMS en matière d'activité physique.
- Près de 48 000 décès prématurés chaque année en France, dues à la pollution atmosphérique, soit 9% de la mortalité globale.



Quelles solutions?

L'intermodalité semble la voie la plus sûre pour fluidifier les déplacements urbains : train, train+vélo, bus, tramway, vélo personnel ou Vélo en libre service comme, autopartage, trottinette, gyropode. Ces solutions personnelles ou collectives peuvent se combiner de multiples façons pour les besoins de chacun.

Cela nécessite un maillage fonctionnel des transports en commun et un prix avantageux. Certains usagers en profiteront pour abandonner définitivement leur voiture (et le coût inhérent à sa possession) qu'ils remplaceront par le système d'autopartage lors de déplacements "exceptionnels".

Citiz: une initiative citoyenne pour remplacer la voiture individuelle

Fondé en 2008 par une soixantaine de toulousains bénévoles, le projet d'autopartage, porté par une SCIC, débute avec 11 voitures. Ce service rejoint rapidement France-Autopartage, le réseau coopératif des entreprises d'autopartage.

Aujourd'hui, il compte une soixantaine de voitures utilisées par plus de 2500 auto-partageurs à Toulouse.

Cette initiative citoyenne est accompagnée et soutenue financièrement par Toulouse Métropole et le SMTC (Syndicat Mixte des Transports en commun) TISSEO L'autopartage, qui se décline partout dans les villes européennes, est sans conteste un élément de la solution basée sur la multimodalité. Il permet l'usage individuel d'un véhicule sans en assumer les nombreux inconvénients (prix, entretien, stationnement).

Moyennant un abonnement, le citoyen peut utiliser les voitures en libre service ou en point fixe en ne payant que l'usage réel du véhicule emprunté (nbre d'heures et de km).

Politiques publiques

Le Plan de Déplacements Urbains PDU détermine, dans le cadre d'un Périmètre de transport urbain (PTU), l'organisation du transport des personnes et des marchandises, la circulation et le stationnement. Par un traitement global de la problématique des déplacements, ils visent les objectifs fixés par les lois LOTI (Loi d'Orientation des Transports Intérieurs), LAURE (Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie) et SRU (Solidarité et au Renouvellement Urbains) d'une part et les objectifs de l'AOTU (Autorité Organisatrice des Transports Urbains) de chaque territoire d'autre part.

Plan Local de Déplacement (PLD) est une déclinaison locale et non réglementaire du PDU

Train plus vélo : plusieurs solutions

L'usage du train + vélo est un mode de transport très adapté aux habitants de zones périurbaines venant travailler dans une grosse ville. Certains trains sont aménagés pour accueillir des vélos dans des espaces dédiés, sans supplément pour le passager.

D'autre part, de nombreuses gares, comme celle de Paris Montparnasse, mettent à disposition des voyageurs un espace de stationnement des vélos sécurisé. Il est accessible et gratuit pour les usagers du train et leur permet de laisser sereinement leur vélo passer la nuit à la gare sans craindre le vol ou la détérioration. Ce service est un facilitateur de multimodalité.

Les villes d'aujourd'hui changent de paradigmes d'aménagement.

Plusieurs moyens dissuasifs sont déjà en place pour limiter la présence des voitures individuelles dans les centres ville. Des stationnements payants et limités couplés à des zones 30 dans l'hyper centre font évoluer les habitudes des automobilistes. D'autre part, l'aménagement d'espaces sécurisés pour les piétons et les cyclistes, sur des voies réservées ou partagées, donnent de la légitimité aux pratiquants des modes de transport actifs.

L'organisation d'une multimodalité accessible à tous nécessite cependant plus de transports en commun, des parkings aux entrées de ville, un encouragement à l'autopartage et au covoiturage...

Le PDU des grosses agglomérations est l'outil pour donner une cohérence d'ensemble à l'urbanisation et la circulation dans les villes, en diminuant le trafic automobile et en favorisant la coopération entre acteurs vers une multi modalité qui répond au mieux aux besoins des citoyens.

Le PDU des grosses agglomérations est l'outil pour donner une cohérence d'ensemble à l'urbanisation et la circulation dans les villes, en diminuant le trafic automobile et en favorisant la coopération entre acteurs vers une multi modalité qui répond au mieux aux besoins des citoyens.

POUR ALLER PLUS LOIN...

Pour celles et ceux qui veulent aller plus loin dans la compréhension du contexte et de l'historique d'émergence du projet, des principes de la recherche-action, des théories et concepts convoqués, du protocole de co-construction des échelles de mesure, dans la méthodologie des analyses, dans l'empirisme des résultats, nous vous renvoyons au rapport scientifique de ce Guide, téléchargeable sur le site du GRAINE.

Dans l'écriture de ce Guide, nous nous sommes appuyés sur les ouvrages suivants que nous vous recommandons également de lire pour leur accessibilité ou tout simplement parce que ce sont des classiques à avoir en poche :

La Recherche-Action & Education à l'Environnement

BADER, B. & SAUVÉ, L. (dir.) (2011) Education, environnement et développement durable. Vers une écocitoyenneté critique, Québec Presses de l'université de Laval
COTTEREAU, D. (2016) Recherche-Actions associatives : le praticien réflexif ou la recherche sans « chercheur », Education relative à l'environnement., volume 13-1
COURTOIS, L. ET LABBÉ, S. (2014) Communication engageante et Recherche-Action : un dispositif communicationnel innovant pour favoriser la participation associative. Dans R. Bonnet, J. Bonnet et D. Raichvarg. Communication et intelligence du social – Acteurs, auteurs ou spectateurs ? Paris, France: L'Harmattan

L'impact des politiques publiques environnementales

ALAUX, C. (2012) Processus de décision et comportements pro-environnementaux : l'impact des politiques publiques environnementales, Revue d'administration publique, n°144, pp. 1093 - 1106

La communication environnementale & discours

LIBAERT, T. (Eds.) (2016) La communication environnementale. Les essentiels d'Hermès
D'ALMEIDA, N. ET JALENQUES-VIGOUROUX, B. (2007) Dire le développement durable. Responsabilité et environnement, n°48, octobre

La Psychologie du Développement Durable

WEISS, K. & GIRANDOLA, F. (2010) Psychologie et développement durable, Psycho, éditions in press.

La Théorie du comportement Planifié

AJZEN, I. (1991) The theory of planned behavior. Organizational Behavior and Human Decision Processes, 50, pp. 179-211

La Décision

CIALDINI, R.B. (2014) Influence et manipulation. Paris : Pocket Edition.
KAHNEMAN, D. (2012) Système 1 / Système 2 : les deux vitesses de la pensée. Paris : Flammarion

Les Représentations sociales

LO MONACO, G. (Eds.) (2016) Les représentations sociales. Théories, méthodes et applications. De Boeck Supérieur

Les Niveaux d'Identification de l'Action

VALLACHER, R. R., & WEGNER, D. M. (1987) What do people think they're doing? Action identification and human behavior. *Psychological Review*, 94(1), pp. 3-15

La Distance Psychologique

TROPE, Y., & LIBERMAN, N. (2010) Construal level theory of psychological distance. *Psychological review*, 117(2), 440

La Communication engageante

JOULE, R.-V. & BERNARD, F. (2007) Communication engageante et écologie : expériences pilotes dans le sud de la France, in *LaRevueDurable*, n°23, pp. 39-41

Les Nudges

LA FABRIQUE ÉCOLOGIQUE (2016) L'incitation aux comportements écologiques. Les nudges, un nouvel outil des politiques publiques, Note n°13

L'Approche philosophique

LARRÈRE, C. & R. (2015) Penser et agir avec la nature. Une enquête philosophique. Paris, La Découverte.

Les guides

ADEME (2017) Transition écologique et énergétique : comment changer les comportements ? Cahier de l'atelier, n°553

BRELET, M., NOVELA, S., OLAGNE, R., DUPRÉ, M., MARTIN, V., DERKENNE, C. CAZANAVE, C., MILLET, A. (2017) Des images et des actes : visuels pour parler du climat?

CPIE (2014) Sensibiliser pour engager: associer psychologie sociale et sensibilisation pour un changement durable des comportements en réponse aux défis écologiques, Guide pratique CPIE.

GRAINE LYON (2017) 21 Fiches pour Accompagner le changement avec la psychologie sociale. Téléchargeable sur le site du GRAINE-Lyon.

Comité de réaction

Karine Dewilde - Graine Occitanie

Michaël Guedj - Graine Occitanie

Karine Pelosse - La Maison de la Nature et de l'Environnement 65

Mathilde Galantucci - CPIE Terres Toulousaines

Marie-Laure Cambus - FNE Midi-Pyrénées

Georges Winter - FNE Midi-Pyrénées

Anaïs Marquet - Partageons les Jardins

Sarah Noël - Sens-Actifs

Jean-Louis Pernin - LERASS

Andréas Eriksson - LERASS

Les chercheurs qui ont co-écrit ce guide (partie enquête) avec les membres du GRAINE, seront heureux d'être contactés si de nouvelles questions / critiques émergent :

Andreas Eriksson

Doctorant

Laboratoire des Etudes et Recherches
Appliquées en Sciences Sociales
Université Paul Sabatier, Toulouse

andreas.p.eriksson@gmail.com

Jean-Louis Pernin

Maître de Conférences en Sciences de Gestion

Laboratoire des Etudes et
Recherches Appliquées en Sciences Sociales
Université Paul Sabatier, Toulouse

Jean-louis.pernin@iut-tarbes.fr

TRANSITION TERRITOIRES

Contact

Graine Occitanie

14 rue de Tivoli
31 000 Toulouse
05 61 53 03 52
contact@grainemidipy.org



ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

PROJET COFINANCÉ PAR LE FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL